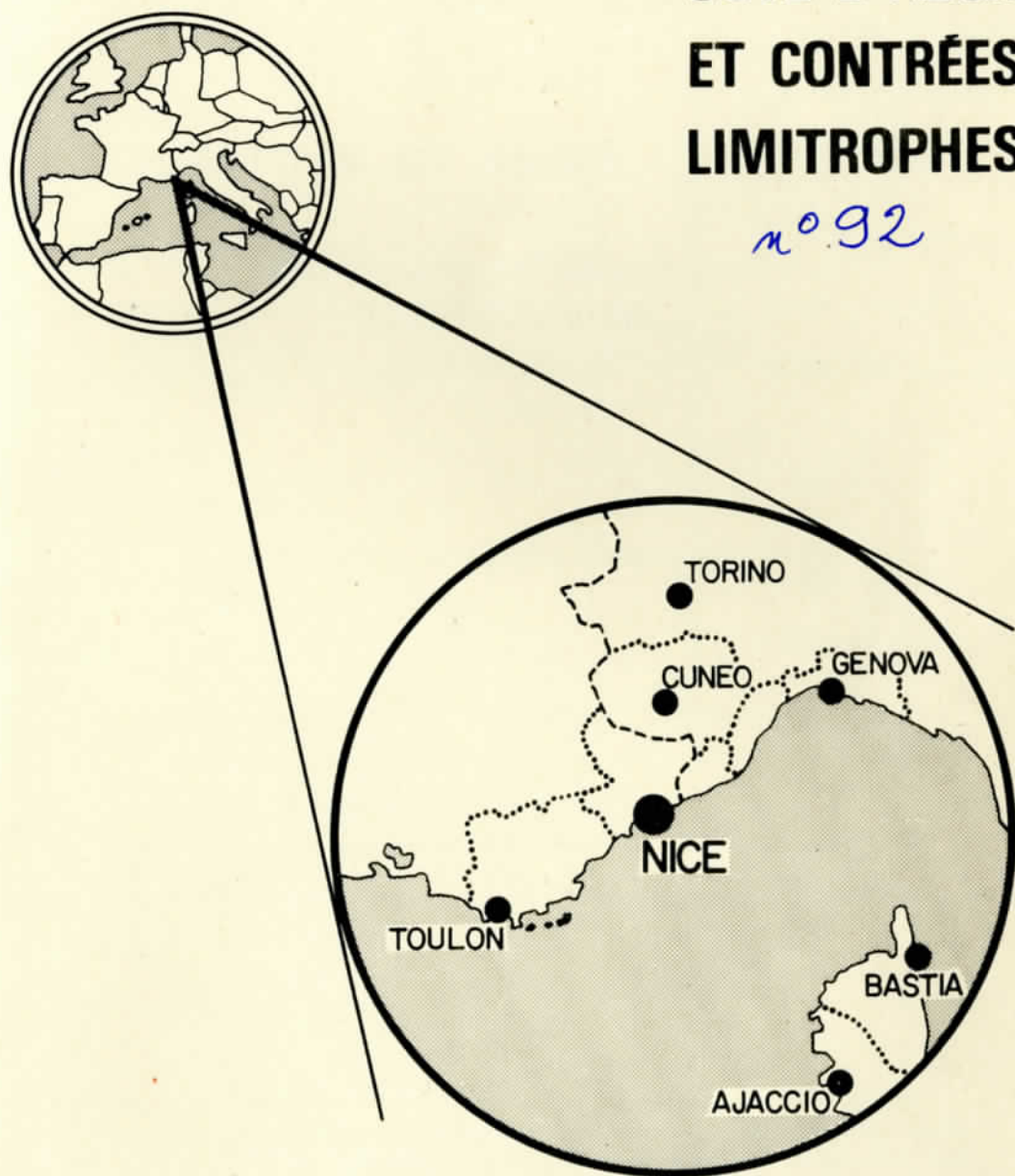


RECHERCHES RÉGIONALES

CÔTE D'AZUR ET CONTRÉES LIMITROPHES

n° 92



RECHERCHES RÉGIONALES

COTE d'AZUR et CONTRÉES LIMITROPHES

BULLETIN TRIMESTRIEL

édité par les

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DES ALPES-MARITIMES

Centre administratif départemental

06036 NICE CEDEX

Tél. (93) 72.20.81

Fondateurs : Etienne DALMASSO, Andrée DEVUN †

Comité de Direction : Marie-Louise CARLIN, histoire du droit
Rosine CLEYET-MICHAUD, archives
Loïc ROGNANT, géographie
Ralph SCHOR, histoire

Recherches régionales se propose de faire mieux connaître la Côte d'Azur et les contrées limitrophes, telles qu'elles apparaissent au travers des recherches en sciences humaines et sociales.

La revue publie, dans un esprit multidisciplinaire, des travaux originaux, des résumés de thèses ou de mémoires de maîtrise, des documents d'archives, des données statistiques, des notes de lecture, toutes les informations qui font progresser la connaissance ou facilitent les études ultérieures.

En assurant la publication de ce périodique, les Archives des Alpes-Maritimes restent fidèles à leur mission qui est essentiellement de fournir aux chercheurs les instruments de documentation indispensables à la réalisation de leur œuvre.

SOMMAIRE

- Le petit niçois et l'Italie 1919-1939
par Nadine BOVIS p. 2
- Un journal niçois de droite : l'action patriotique de
Nice (1919-1939)
par Thierry-Frédéric MOLLICHI p. 21
- Le parti communiste dans les Alpes-Maritimes
1920-1939
par Jean-Rémy BEZIAS p. 45

RECHERCHES REGIONALES

Alpes-Maritimes

et

Contrées limitrophes

26^e année

1985 – N°3

Juillet-septembre

92

LE PETIT NIÇOIS ET L'ITALIE

1919 – 1939

par Nadine BOVIS

**Résumé d'un mémoire de Maîtrise
préparé sous la direction de M. R. SCHOR.**

Pour beaucoup d'historiens, la presse apparaît comme un des reflets de la société, c'est-à-dire qu'ils considèrent le journal comme le moyen d'expression de celle-ci. Il faut pourtant quelque peu nuancer ce point de vue : il est incontestable qu'il y existe une relation étroite entre le contenu du journal et les idées politiques, économiques et sociales de ses lecteurs, mais il ne faut pas en conclure pour autant que l'opinion publique soit entièrement façonnée par la presse. L'influence du journal varie en fonction des périodes mais également selon les problèmes du moment.

La presse peut être une matière indispensable à l'historien car elle lui offre des documents précieux et essentiels pour comprendre la période qu'il veut étudier. Le quotidien présente, en effet, l'avantage de suivre la conjoncture, c'est à dire qu'il permet de mieux saisir l'évolution d'un problème particulier, et s'efforce de se forger une opinion dans le temps, qui aide le chercheur à se faire une idée des tendances du journal, mais également de suivre la ligne directrice qui conduit celui-ci.

Mais le témoignage des journaux peut apparaître souvent prématuré, incertain, imparfait et manquant d'objectivité car ses publications sont destinées à n'avoir qu'une valeur temporaire, c'est-à-dire qu'il ne convient pas de les apprécier de la même façon que des écrits mûris et approfondis.

Dans la période de l'entre-deux-guerres, la presse tient une place importante sinon primordiale, puisqu'elle est le principal moyen d'information et offre la seule véritable ouverture sur le monde.

Il faut noter que c'est durant cette période que le journal diversifie son contenu et élargit son champ d'information, c'est-à-dire que la part prise par les nouvelles étrangères se développe.

Sur le plan local, le chercheur peut constater la richesse et la diversité de la presse dans les Alpes-Maritimes, pourtant de cette variété de titres, deux quotidiens se détachent et dominent le département : L'Eclaireur de Nice et Le Petit Niçois.

L'Eclaireur apparaît comme le porte-drapeau de la droite classique tandis que Le Petit Niçois représente plutôt la tendance radicale au sein du département.

Le Petit Niçois naît en 1880 sous l'égide du parti ultraconservateur mais rapidement il entre dans la mouvance d'un groupe idéologique de tendance opposée dont Alfred Borriglione est l'animateur principal.

Dès le départ, Le Petit Niçois se veut un "journal républicain" (1), puis se définit par la suite comme "l'organe de la démocratie du Sud-est" (2).

Nous avons choisi pour thème d'étude d'envisager la place occupée par l'Italie au sein du deuxième grand quotidien d'information générale du département, d'abord du fait de la situation frontalière de Nice et des Alpes-Maritimes qui fait que ses habitants sont très sensibles à tout ce qui a trait à leur voisine. Aussi le journal est-il amené à parler de la péninsule pour satisfaire la curiosité et les préoccupations de ses lecteurs. Cette situation particulière de la région entraîne une certaine influence du pays voisin mais également des souffrances en cas de conflit. De plus, avec l'implantation du fascisme au fil des années, le

département est le plus exposé aux débordements de ce nouveau régime ainsi qu'aux aspirations territoriales de son chef.

Ce choix de l'Italie peut également se comprendre du fait de l'importante colonie italienne de Nice qui, elle aussi, lit Le Petit Niçois et espère y trouver des informations concernant "la mère patrie".

Notre étude se divise en trois parties qui tentent de suivre l'évolution de l'Italie de l'entre-deux-guerres qui amène Le Petit Niçois à analyser la situation de sa voisine et surtout à prendre position et à la juger.

LE PETIT NIÇOIS FACE A LA CRISE DE LA DEMOCRATIE ITALIENNE 1919-1922

L'information concernant les faits qui se déroulent autour de nous est devenue, dès la fin du XIXe siècle et surtout après la Grande Guerre, un phénomène de première importance.

Le besoin de connaissance s'applique désormais à des sujets nombreux et divers, il en résulte alors un accroissement de l'importance de la presse. La Grande Guerre a donc modifié la curiosité des lecteurs, ce qui implique que les journaux doivent s'adapter à ces changements : ils sont dans l'obligation, par exemple, d'accroître leur champ d'informations en développant davantage les nouvelles concernant l'étranger.

L'Italie occupe une place relativement importante au sein du Petit Niçois, c'est-à-dire 17 % de la surface rédactionnelle consacrée à l'étranger (Graphique n° 1). On peut penser que cela résulte du fait que l'Italie a été une alliée solide durant le premier conflit mondial, même si elle n'y a participé que tardivement. De ce fait, elle bénéficie, au lendemain de l'armistice, d'un préjugé favorable consécutif à la fraternité d'armes durant la guerre. Mais ce n'est pas une raison majeure : en fait, il faut souligner que le quotidien radical veut informer non seulement les Niçois attachés à l'Italie par un passé commun mais également l'importante colonie italienne installée dans le département, qui espère trouver dans son journal des nouvelles de son pays d'origine. Il y a donc de la part du Petit Niçois, un désir évident de les contenter.

Enfin, dernière raison : l'Italie, du fait de la guerre, est devenue un pays avec lequel il va falloir compter !

Etudions maintenant l'importance qualitative des nouvelles italiennes (Graphique n° 2) et observons qu'au sein du Petit Niçois, lorsque l'on évoque l'Italie, c'est pour exposer largement le thème.

Les informations concernant la péninsule développées dans le quotidien niçois nous permettent de dresser une typologie et de connaître les problèmes qui intéressent le plus Le Petit Niçois durant la période qui s'étend de 1919 à 1922 (Graphique n° 3). "

La politique internationale menée par le royaume est en tête des articles consacrés à ce dernier (45%), ce qui apparaît tout à fait normal puisque, avec l'année 1919, s'ouvre la Conférence de la Paix et que sont mises en avant les revendications territoriales italiennes ainsi que les problèmes qui découlent de ces dernières.

Nous trouvons ensuite la politique intérieure (32%) qui inquiète Le Petit Niçois qui sent que l'ombre de la révolution plane sur l'Italie, et le souci du quotidien radical se cristallise sur deux points particuliers : d'une part, l'agitation ouvrière et paysanne due à la conjoncture économique et financière de l'après-guerre ainsi que la peur de la "contamination" bolchevique, qui rongent la voisine transalpine et, d'autre part, la réaction, c'est-à-dire la montée des factions.

Aussi, allons-nous insister sur ces points précis qui conduisent Le Petit Niçois à se prononcer et à prendre parti.

Au cours de cette période d'immédiat après-guerre, Le Petit Niçois s'est montré fort soucieux de la situation intérieure et extérieure de sa voisine transalpine.

Lors de la Conférence de la Paix à Paris, qui aborde tous les problèmes territoriaux de l'Europe, le quotidien radical approuve sans restriction les revendications italiennes : il estime que sa voisine mérite des compensations pour la part active qu'elle a prise dans le premier conflit mondial. Aussi soutient-il la péninsule lorsque celle-ci fait valoir ses ambitions, et il n'est pas étonnant de voir le journal niçois aux côtés des délégués italiens lorsque ces derniers quittent Paris pour montrer leur mécontentement vis-à-vis de la position du président des Etats-Unis qui refuse de leur accorder certains avantages territoriaux.

Mais ce soutien n'est plus aussi affirmé lorsque Gabriele d'Annunzio s'empare de la ville de Fiume, objet de tant de litiges à la Conférence de la Paix. Le Petit Niçois nourrit pourtant quelque admiration pour le poète nationaliste et pour le héros de guerre qu'il fut. Aussi, le journal se retrouve-t-il dans l'expectative et hésite-t-il à adopter une position définitive : il se résout à un certain attentisme, tout en dénonçant cependant d'Annunzio pour ce coup de force, il en vient finalement à l'excuser car il a réalisé le vœu de l'Italie toute entière.

En outre, Le Petit Niçois ne veut pas se montrer hostile à la péninsule car elle a beaucoup souffert pendant la guerre et elle est déçue par les Alliés qui n'ont pas voulu tenir toutes leurs promesses. Aussi le quotidien ne veut-il pas l'accabler même si la tournure que prennent les événements dans la ville de Fiume l'indigne et l'amène désormais à blâmer le poète. Le journal s'efforce de montrer que le sentiment nationaliste est à vif et que l'Italie est amère à cause des traités de paix qui ne lui accordent pas toutes les satisfactions espérées.

Le Petit Niçois s'inquiète aussi de l'évolution intérieure transalpine : il montre la désorganisation de sa vie économique qui résulte de la guerre. Aussi estime-t-il que la France et l'Italie sont dans une situation similaire et préconise-t-il une collaboration plus étroite permettant aux deux pays de sortir de l'impasse dans laquelle ils se trouvent. Il impute aussi ce mauvais état économique italien aux troubles sociaux et aux grèves qui paralysent la péninsule et empêchent le retour à une situation normale.

Le quotidien dénonce, à cette occasion, l'incapacité gouvernementale à redresser le pays, mais aussi l'instabilité ministérielle chronique dont souffre l'Italie : aussi pense-t-il que la démocratie transalpine se désagrège petit à petit, d'autant plus qu'elle est menacée par l'offensive prolétarienne qui veut un changement de régime. Le journal semble quelque peu effrayé par la vague révolutionnaire qui se développe chez sa voisine. Il craint, en outre, que ce phénomène n'arrive en France et brandit le spectre bolchevique. Aussi n'est-il pas étonnant de voir Le Petit Niçois adopter vis-à-vis de la réaction fasciste une attitude complaisante car il

considère ce phénomène comme un obstacle à la menace révolutionnaire, mais il n'hésite pas tout de même à condamner les violences de ce mouvement. Le quotidien radical considère le fascisme comme un courant éphémère, sans aucun avenir même si son rôle présent est de tout premier ordre.

Au gré des événements, cette complaisance de la première heure se transforme en méfiance lorsque le mouvement se développe : le journal niçois l'envisage dès lors comme un phénomène marginal subversif, aussi pense-t-il qu'il est aussi dangereux pour l'Italie que l'agitation ouvrière car il entraîne les mêmes effets, c'est-à-dire des troubles dont la péninsule n'a que faire. Mais avec l'essor du mouvement fasciste, il craint que le phénomène ne fasse "tache d'huile" et ne se répande en France. Le Petit Niçois tenté, dès lors, d'analyser le programme fasciste et il adopte vis-à-vis de ce parti une attitude très hostile.

Le quotidien a peur que l'avènement du fascisme chez sa voisine transalpine menace le département, car Mussolini veut faire ressurgir un certain irrédentisme.

Mais, malgré tout* Le Petit Niçois exalte l'amitié franco-italienne, et ce depuis la fin de la guerre, car il estime qu'il faut préserver les liens forgés entre les deux pays sur les champs de bataille. Aussi comprend-on qu'il tente de minimiser les incidents lorsque ceux-ci surviennent, dans le but avoué de ne pas attiser les tensions existant entre les deux voisines.

Le Petit Niçois se veut, quoi qu'il arrive, un fervent défenseur de l'amitié franco-italienne et il prône souvent pour renforcer ses liens une plus étroite collaboration économique. Il veut rapprocher les deux pays car il lui apparaît évident que les bonnes relations avec la péninsule garantissent la tranquillité au département, ce qui reste primordial pour Le Petit Niçois.

LE PETIT NIÇOIS FACE A L'ASCENSION ET A LA CONSOLIDATION DU NOUVEAU REGIME ITALIEN 1923-1926

Le fait marquant de cette deuxième partie de notre étude est sans conteste la pagination plus abondante dont fait l'objet Le Petit Niçois : la censure n'a plus de raison d'être et la distribution de papier ne fait plus l'objet de rationnement car la situation intérieure française est redevenue normale.

L'Italie conserve, dans cette période qui s'étend de 1923 à 1926, une place toujours privilégiée au sein du quotidien : la surface rédactionnelle de la péninsule est en augmentation et atteint désormais 18,5 % de la surface rédactionnelle qu'accorde Le Petit Niçois aux pays étrangers (Graphique n° 4). Le nombre croissant de pages explique ce développement : de deux à quatre pages on est passé à six et huit pages, ce qui permet au journal de s'intéresser davantage à l'étranger. Il faut noter aussi que des rubriques nouvelles naissent au sein du Petit Niçois : il y a, désormais, une partie magazine. Des articles jusqu'à présent peu développés, par manque de place, s'étendent : c'est le cas pour les actualités régionales et pour les rubriques de servitude.

Le Petit Niçois est donc plus étoffé, ce qui justifie que l'on développe en son sein le champ d'information consacré à l'étranger. Il faut remarquer, en outre, qu'à partir de 1925 la part réservée à l'Italie s'amplifie du fait de l'évolution du régime politique de ce pays, alors que pour les années 1923-1924, elle était stationnaire.

L'étude qualitative des informations concernant la voisine transalpine nous permet de constater que les articles traitant de l'Italie sont de plus en plus développés du fait de l'évolution intérieure et extérieure de ce pays (Graphique n° 5).

La typologie des informations (Graphique n° 6) permet d'affiner davantage ces observations. Les thèmes traités par le journal niçois s'étendent, et de nouvelles rubriques apparaissent : on s'intéresse désormais, au développement des techniques, aux affaires judiciaires ainsi qu'aux faits divers, alors que disparaissent les affaires militaires car la guerre est loin maintenant.

Les préoccupations du Petit Niçois se cristallisent presque essentiellement sur la politique intérieure italienne. Ce regain d'intérêt peut s'expliquer par le fait que cette période voit l'installation et la consolidation d'un nouveau régime, et le quotidien radical ne peut s'empêcher de considérer les affaires intérieures de sa voisine d'outre-monts avec la plus grande attention. Aussi pouvons-nous observer que les colonnes accordées par le journal à l'Italie sont presque essentiellement consacrées à l'évolution du régime fasciste.

La politique extérieure de la péninsule n'est plus au premier plan des préoccupations du Petit Niçois comme c'était le cas lors de la période précédente car le temps des conférences internationales est fini. Pourtant avec l'arrivée au pouvoir du fascisme, les visées territoriales de l'Italie se font plus évidentes et plus pressantes : la question de l'irrédentisme inquiète énormément le journal qui pense qu'elle peut être un péril pour le département en créant tensions et troubles qui conduisent à d'inévitables incidents sur le plan local.

Il s'agit donc pour nous de tenter de mettre en évidence les préoccupations du Petit Niçois par rapport à l'évolution du nouveau régime italien, c'est-à-dire d'analyser ses réactions face à l'installation du fascisme dans la péninsule, sa position vis-à-vis des réalisations intérieures et extérieures de celui-ci, et enfin l'attitude du quotidien lorsque le fascisme se manifeste au sein du département des Alpes-Maritimes.

Les années 1923-1926 marquent incontestablement l'ascension du fascisme, aussi Le Petit Niçois s'intéresse-t-il à cette évolution qui engendre des conséquences intérieures mais aussi extérieures.

Le quotidien radical adopte une attitude qui est tout de même dominée par des réflexions qui portent sur la politique intérieure de sa voisine à partir de sa détermination idéologique vis-à-vis de la doctrine fasciste.

L'irrédentisme ravivé par Mussolini inquiète le journal, aussi, s'applique-t-on, non seulement à analyser la situation de la péninsule mais également la diplomatie fasciste qui s'appuie sur un impérialisme chatouilleux, ce qui lui fait apparaître l'Italie comme une voisine dangereuse et menaçante.

Le Petit Niçois voit, par exemple, dans l'occupation de Corfou une affaire qui lui permet de juger la politique extérieure de Mussolini. Curieusement, à cette occasion, le journal se range du côté italien, estimant que le "Duce" est dans son droit quand il prend l'île grecque. Le quotidien radical n'entrevoit pas les répercussions à long terme de ce coup de main et pense que c'est seulement pour Mussolini une façon de montrer que son pays est capable de réagir si l'on attaque ses intérêts. Aussi estime-t-il que cette occupation ne peut durer et que ce n'est pas le premier pas du "Duce" vers une conquête de l'Adriatique ; l'Italie

n'ayant pas, à ses yeux, les moyens de l'envisager, il ne la considère que comme une simple manœuvre d'intimidation qui tend à prouver à la face du monde que sa voisine est une grande puissance et qu'il ne faut pas la juger comme quantité négligeable.

L'assassinat du député socialiste Giacomo Matteotti entraîne une nouvelle comparaison qui porte désormais sur l'évolution intérieure du régime fasciste. Le Petit Niçois considère que ce scandale porte un coup terrible au gouvernement en place et estime même que le régime est irrémédiablement condamné. Il dénonce violemment et constamment le terrorisme voulu par Mussolini qui sert à bâillonner tous ceux qui n'épousent pas la cause fasciste. Le quotidien radical envisage donc la fin du régime, et au nom de sa doctrine républicaine ne peut que s'en réjouir. Mais bien vite, au gré des événements qui se succèdent au sein de la péninsule, il est obligé de constater que, malgré cette faute qui a bien failli précipiter le "Duce" dans un gouffre, entraînant dans sa chute un régime pas encore tout à fait consolidé, celui-ci a su admirablement retourner la situation en sa faveur et en tirer profit pour asseoir sa position.

Pourtant Le Petit Niçois avait énormément misé sur l'action de l'opposition italienne après le meurtre de l'un des leurs : il s'est efforcé de montrer le réveil et la venue au premier plan de la scène politique transalpine des libéraux et de la gauche. Le journal radical considère qu'avec l'assassinat de Matteotti et ce qui en découle, c'est-à-dire une radicalisation du régime fasciste annoncée par le discours de Mussolini prononcé le 3 janvier 1925, l'Italie joue son avenir car ce sont des moments marquants et décisifs de la politique de la péninsule.

Dès lors, Le Petit Niçois dénonce et condamne ce qu'il pense être l'établissement d'une dictature qui musèle l'Italie toute entière ; il estime qu'elle ne peut avoir que des effets néfastes sur sa voisine car elle n'est, à ses yeux, qu'un élément de domination et de réaction entre les mains d'un seul homme : Mussolini.

Aussi, avec ces mesures draconiennes décidées par le "Duce", le quotidien radical voit-il disparaître définitivement ses dernières illusions d'enregistrer une renaissance démocratique en Italie. Il avait mis toute sa confiance dans les hommes de "l'Aventin", et ses espoirs s'effondrent, en même temps que ceux des adversaires du régime, lorsque Mussolini déclare l'opposition hors-la-loi. Le journal niçois constate donc, non sans amertume, que la pluralité des partis n'existe plus en Italie et que la dictature domine le pays. L'opposition au régime ou même la résistance n'est plus possible dans la péninsule. Le Petit Niçois se tourne donc vers les proscrits et les exilés volontaires qui se réfugient en France. Il défend la cause anti-fasciste qui se déploie hors d'Italie qui est formée de nombreuses composantes : il y a des libéraux, des membres du Parti Populaire, des socialistes et des communistes, que le quotidien n'apprécie pas de la même manière, mais qu'il s'efforce tout de même de défendre car ceux-ci sont unis dans le même refus du régime totalitaire imposé à leur patrie et il se veut admiratif à l'égard de l'action courageuse de ces hommes.

Sur le plan extérieur, Le Petit Niçois conspuait aussi le fascisme car il estime qu'il est la cause de troubles internationaux et qu'il n'entraîne que des conséquences néfastes pour ses voisins. Le journal n'apprécie guère les visées territoriales du "Duce" qui ont pour cible essentielle la région niçoise car cela ne fait qu'aggraver les tensions entre la France et l'Italie. Le quotidien radical n'admet pas, en outre, que Mussolini reproche à la France d'accorder un droit d'asile aux anti-fascistes. Il fait grief également au chef du gouvernement transalpin de tenter de diffuser, au sein de la colonie italienne de France, par le biais de ses agents -que Le

Petit Niçois juge comme des espions et des provocateurs- des idées fascistes qui n'entraînent que des incidents.

Aussi, le journal niçois se montre-t-il de plus en plus sensible vis-à-vis des agissements des Italiens résidant dans l'hexagone surtout si ces derniers luttent pour la cause fasciste, et il oriente volontiers l'opinion et la réaction de ses lecteurs en démontrant qu'il ne faut pas laisser les émules de Mussolini menacer non seulement leurs compatriotes mais également les Français.

Le quotidien n'accorde donc plus son appui inconditionnel à tous les Transalpins : il les a divisés en deux catégories et ne soutient plus que les antifascistes ainsi que ceux qui ne s'engagent pas dans la lutte politique. Il tente de souligner les effets néfastes que les fascistes causent à la France et demande même leur expulsion car ils ne sont, estime-t-il, que les représentants d'un pays dont les ambitions extérieures sont dangereuses pour la région niçoise.

Le journal radical craint que Mussolini ne parvienne, par le biais de ses lieutenants, à contrôler et à enrégimenter les Italiens résidant dans le département.

Le Petit Niçois affirme sa position vis-à-vis de l'ascension du nouveau régime italien : il ne peut, au nom de son idéal politique, apprécier le fascisme qui n'est, pour lui, qu'un régime anti-démocratique brimant les Transalpins, et donc condamne toutes les actions fascistes.

Pourtant, il ne veut pas confondre l'Italie avec le fascisme qui n'est, estime-t-il, en aucune manière l'émanation du sentiment national de la péninsule. Le quotidien considère qu'il aide sa voisine, obligée de plier sous la violence engendrée par la dictature, en défendant les anti-mussoliniens. Il tente, pense-t-il, de sauver l'amitié franco-italienne contre les menaces du "Duce" car la quiétude du département des Alpes-Maritimes en dépend.

L'ETAT FASCISTE ET L'IMPERIALISME DU REGIME ITALIEN 1927-1939

La période 1927-1939 marque un développement du Petit Niçois qui se trouve dans une phase de prospérité et qui s'efforce de s'adapter aux transformations de la société : il ne faut pas oublier que la presse est aussi une affaire commerciale qui n'existe pratiquement que par ses lecteurs.

Le quotidien radical diversifie encore davantage son contenu, aussi des rubriques nouvelles se font-elles jour. Elles sont suscitées par la curiosité croissante de ses lecteurs : Le Petit Niçois se met à l'heure des grands reportages, des pages féminines et enfantines, la mode fait également l'objet d'informations, les articles sportifs s'étoffent et la chronique locale se développe la fidélité du lecteur niçois en dépend- car le lecteur espère trouver dans son quotidien des nouvelles concernant son environnement immédiat.

Le journal fait également, dans ces années, un réel effort de présentation dans le but d'attirer encore plus de lecteurs : l'illustration s'étend, le croquis demeure toujours en bonne place mais les photographies font leur apparition et tendent à remplacer le dessin.

Cette évolution est favorisée par l'évolution régulière de la pagination : Le Petit Niçois a désormais dix voire douze pages qu'il juge lui-même "indispensables" (3). Ceci est dû à la conjoncture favorable : la clientèle devient de plus en plus exigeante et le quotidien veut la retenir en cherchant à satisfaire tous ses besoins d'information ainsi que toutes ses curiosités ; il répond donc à un besoin social. Mais, Le Petit Niçois est désormais entre les mains d'un autre dirigeant qui lui imprime un style différent. Raymond Patenôtre, député de Seine-et-Oise, l'a racheté au début de l'année 1931. Il est le premier organe du groupe de presse que celui-ci constitua, c'est aussi dans ce journal qu'Albert Lejeune fait ses débuts d'administrateur de quotidien.

Raymond Patenôtre, personnage politique important, qui constitue à partir de son journal électoral, Le Progrès de Rambouillet, "l'Omnium républicain de la presse" (4), un ensemble de presse important qui comprend, outre Le Petit Niçois, Le Petit Var, Lyon Républicain, La Sarthe, Le Petit Havrais et La Gazette de Seine-et-Marne (5).

Albert Lejeune dirige donc Le Petit Niçois, tandis que l'ancien directeur, Pierre Bermond, exploite, à partir de 1924, L'ami du Peuple, propriété du parfumeur René Coty ; c'est donc un profond changement politique pour l'ex-patron du quotidien et candidat du Parti radical aux élections législatives de 1924. Cette mutation au sein de la direction du Petit Niçois transforme le journal qui se veut désormais "le grand quotidien de la Côte d'Azur et des Alpes" (6), "un organe indépendant, républicain, puissant, décidé à défendre en toute circonstance les intérêts de la démocratie" (7) et radical comme son nouvel acquéreur.

Dans la période 1927-1939, la surface rédactionnelle du Petit Niçois augmente sensiblement puisqu'il se compose désormais de dix à douze pages.

L'Italie figure toujours parmi les préoccupations essentielles du journal. La place de la péninsule par rapport à l'étranger est constante (18 %) par rapport aux années 1923-1926 (Graphique n° 7). L'intérêt pour les affaires de la voisine transalpine est toujours fort important car l'Italie s'impose désormais comme une grande puissance.

L'étude qualitative (Graphique n° 8) des informations consacrées à la péninsule nous permet de constater que la surface des articles traitant de la voisine d'outre-monts reste semblable à celle de la période précédente.

Ce qui apparaît plus significatif dans ces années et qui se démarque de l'époque précédente est le changement que l'on peut noter au sein de la typologie des informations (Graphique n° 9). Les articles qui traitent de la situation intérieure transalpine diminuent notablement : on passe de 69 % pour 1923-1926 à 34 % pour les années 1927-1939, soit une réduction de moitié. Cette diminution d'intérêt peut s'expliquer par le fait qu'il n'y a pratiquement plus de vie politique en Italie car la dictature est installée et, de ce fait, les nouvelles rencontrent beaucoup de difficulté pour filtrer. Mais entrent dans cette catégorie les articles relatifs à l'économie ainsi que les réalisations du régime en matière de société. Notons donc que les préoccupations sur la situation intérieure qui avaient été le principal, souci du Petit Niçois dans les années 1923-1926 sont désormais reléguées au second plan.

En revanche, la politique extérieure de Mussolini intéresse énormément le quotidien : les affaires extérieures qui ne représentaient précédemment que 11,5 % de la surface rédactionnelle consacrée à la péninsule passent à 56,1 % ; cette catégorie est donc pratiquement multipliée par 5.

L'explication se trouve dans le changement opéré par le "Duce" dans ses relations internationales : l'impérialisme fasciste se développe et évolue vers une hégémonie. Mussolini est débarrassé des problèmes intérieurs et se consacre désormais à la politique extérieure pour consolider le prestige de son régime et faire oublier les désillusions de la Conférence de la Paix.

Nous avons donc tenté de voir quels sont les sujets principaux qui intéressent Le Petit Niçois pour la période qui s'étend de 1927, date de la véritable consolidation de la dictature fasciste, et le mois de septembre 1939, lorsque la guerre est déclarée.

Le quotidien radical essaie d'analyser la situation intérieure de sa voisine en s'attachant essentiellement à l'oeuvre économique et sociale du fascisme puisque les événements politiques n'ont plus de place au sein de cette dictature mussolinienne. Mais surtout il s'efforce de mettre en évidence les ambitions extérieures du "Duce", c'est-à-dire sa volonté de restauration impériale qui se veut une expansion tournée vers la Méditerranée et qui menace les intérêts français.

Le Petit Niçois est donc amené à juger le révisionnisme agressif que Mussolini imprime à sa diplomatie et, par là même, aux alliances qu'il noue et qui mettent en péril l'équilibre européen.

Le Petit Niçois, dans la période 1927 1939, se montre résigné quant à l'évolution intérieure de sa voisine : la dictature y est solidement implantée et l'Italie est pratiquement domestiquée. Pourtant, le "Duce" raidit encore davantage son régime et affine son emprise absolue sur la péninsule. Le quotidien condamne bien évidemment ce renforcement totalitaire qui vise, estime-t-il, à ne plus laisser un seul domaine de la vie intérieure transalpine échapper au contrôle du régime, et le journal radical dénonce cette évolution qu'il considère comme bolchevisante.

L'Italie ne jouit plus dans aucun domaine de liberté. L'individu est méprisé et n'a qu'un rôle : il se doit d'être au service de l'Etat et pour ce faire, il est en permanence surveillé par une police omniprésente. Le fascisme lui impose de nouvelles manières de penser : l'éducation est remodelée et l'Instruction Publique devient un rouage capital de la dictature ; la culture se confond avec la propagande.

Le Petit Niçois estime que ces mesures ne sont pas favorables au développement intellectuel des Transalpins, et qu'elles n'ont qu'un seul objectif : faire, autour de Mussolini, l'unanimité nationale. Toute la société est donc soumise au fascisme, ce qui est, pour le quotidien radical, une régression indéniable car les cadres de l'Etat forme un étau auquel il est impossible d'échapper. Toute l'Italie est embrigadée de force, l'autonomie de l'individu n'a plus cours, l'encadrement du pays est strict, il se fait par le biais du Parti Fasciste et de toutes les organisations parallèles créées pour la circonstance.

Le journal niçois pense que sa voisine subit un régime d'inquisition, ce qu'il ne peut admettre au nom de sa tendance républicaine et démocratique.

Toute l'oeuvre intérieure fasciste est dénoncée violemment et surtout lorsque celle-ci reflète un parfait alignement sur la politique nazie comme, par exemple, lorsque le Grand

Conseil Fasciste n'hésite pas à prendre des mesures discriminatoires envers les Juifs. Le Petit Niçois ne comprend pas cette évolution raciste que rien ne semble justifier.

"Le Duce", en voulant calquer ses actions sur celles du "Führer", ne peut qu'entraîner le désaveu total du quotidien radical qui veut prouver que les dirigeants, transalpins ne gouvernent que contre leurs concitoyens qui ne tirent aucun profit de cette évolution totalitaire du régime.

L'intervention de l'Etat italien n'est pas moins grande en matière économique, celle-ci s'exerce surtout à partir de 1927 lorsque Mussolini décide, pour des raisons de prestige, de maintenir la lire à un taux élevé, ce qui est pour Le Petit Niçois une absurdité de plus, car cette mesure ne peut, pense-t-il, qu'entraîner une récession économique.

Quant aux "batailles" économiques du régime, le quotidien radical les perçoit comme de la démagogie : elles sont, pour lui, tout à fait inutiles puisqu'elles ne servent qu'à masquer les réalités économiques pour prouver au pays et au monde la grandeur et la vigueur de la nation italienne.

Le Petit Niçois considère que par sa démesure le "Duce" entraîne son pays dans le chaos.

Le bilan économique comme l'action intellectuelle sont, pour le journal, tout à fait négatifs. En matière économique, le "Duce" a tout essayé pour redresser les finances italiennes mais rien n'y a fait car, pour le quotidien, la seule solution en la matière est un libéralisme dont ne veut pas entendre parler Mussolini au nom des principes dictatoriaux du régime. Il n'admet pas qu'un domaine lui échappe et, en étant intransigent, il nuit à son pays.

Les accords du Latran sont aussi mal acceptés par Le Petit Niçois qui y voit une manœuvre de plus de la part du "Duce" pour domestiquer l'Italie : son seul objectif, dans cette affaire, est l'obtention du ralliement à son régime des catholiques et la reconnaissance de celui-ci par le Pape.

Le quotidien radical condamne donc l'œuvre intérieure fasciste dans son ensemble : Mussolini est allé trop loin dans son totalitarisme et a fait de l'Italie une terre où toute liberté est abolie et où l'individu n'est plus qu'un instrument au service du fascisme.

Mais dans cette période, ce qui préoccupe surtout le journal - qui, sur le plan intérieur, ne se fait aucune illusion quant au retour de la démocratie en Italie - est la détérioration du climat international, car Mussolini qui a consolidé intérieurement son régime, peut désormais se consacrer intégralement à la réalisation de ses ambitions impérialistes.

Même lorsque Mussolini tente de se rapprocher des démocraties, Le Petit Niçois perçoit cette politique comme une manœuvre diplomatique, mais s'en satisfait sur le moment.

Il dénonce la mégalomanie coloniale du dictateur transalpin et condamne la guerre d'Ethiopie. Pour le quotidien radical, le prétexte de la nécessité de colonies de peuplement italien en Afrique n'est qu'une mauvaise raison, en fait l'agression de l'Ethiopie et le conflit ne servent qu'à renforcer le prestige militaire italien et à masquer aux transalpins la dépression économique et le marasme dans lequel se trouve la péninsule.

Le Petit Niçois est persuadé aussi que cet expansionnisme mussolinien est dirigé contre la France dont le "Duce" conteste la puissance en même temps qu'il menace ses intérêts outre-mer ou même au sein de l'hexagone. Le journal niçois n'admet pas que l'Italie se trouve en position de faire chanter la France, aussi condamne-t-il l'irréductibilisme et les revendications sur la Tunisie. A ses yeux, la diplomatie fasciste ne vise qu'à une seule chose : déstabiliser l'Europe et en profiter pour y imposer son hégémonie. Aussi ne s'étonne-t-il pas du rapprochement entre Hitler et Mussolini car leurs ambitions et leurs intentions vont dans le même sens, celui de la guerre.

Et lorsque l'alliance se fait plus évidente, même si le journal la redoute, il est satisfait de constater que Mussolini a trouvé son maître en la personne d'Hitler et qu'il est désormais relégué à ne jouer qu'un rôle de second ordre.

Pourtant, l'accord des deux dictateurs permet au Petit Niçois de prendre conscience que l'amitié franco-italienne, dont il s'était fait le chantre, est désormais impossible à cause de la politique extérieure choisie par le "Duce".

Mais ce n'est pas pour autant que le journal radical ne se sent plus solidaire des Italiens soumis aux ambitions démesurées de leurs dirigeants ; il s'efforce même de montrer que les Transalpins acceptent mal la mainmise allemande sur leur pays, ce qui prouve une fois de plus pour Le Petit Niçois que Mussolini n'est pas l'Italie et que s'il est à sa tête, son pouvoir ne repose que sur la violence, la force et la parfaite organisation des rouages totalitaires qui maintiennent le régime en place.

Au terme de cette étude, il faut noter que l'intérêt du Petit Niçois pour les affaires italiennes a toujours été constant. Le quotidien radical s'est voulu un observateur privilégié et critique à l'égard de sa voisine transalpine dès la fin de la Grande Guerre et jusqu'à l'annonce du second conflit mondial.

Cette prépondérance accordée à l'Italie résulte de plusieurs facteurs : la fraternité d'armes scellée entre les combattants des deux pays durant la guerre, l'identité de civilisation, la proximité de la frontière et, enfin, l'attachement des Niçois à l'Italie qui n'oublie pas qu'ils furent, à une époque récente, dans la mouvance transalpine.

Ce travail nous a également permis de constater l'importance de la presse niçoise : Le Petit Niçois, bien qu'il ne soit du point de vue de son tirage que le second organe de presse de la région, joue tout de même un grand rôle en matière de direction des esprits, car même s'il présente des faits, il expose des idées et analyse des situations. De ce fait, il apparaît plus comme un quotidien d'expression que d'observation puisqu'il se veut le reflet d'une tendance politique : le radicalisme. Aussi ne peut-il juger les faits qu'à partir de la sensibilité qui lui est propre et se montre-t-il souvent passionné donc jamais véritablement objectif : il ne peut donc qu'apprécier avec ses propres critères politiques les événements qui se font jour en Italie, ce qui entraîne fatalement un certain manichéisme.

Le Petit Niçois tente surtout de faire ressortir dans cette période de l'immédiat après-guerre que l'Italie est une nation tout à fait semblable à la France qui, pourtant, en l'espace de quelques années, passe d'un régime démocratique à un régime totalitaire à part entière. Aussi le quotidien essaie-t-il de comprendre le pourquoi de cette évolution car la montée des dictatures lui semble s'imposer comme la caractéristique essentielle de cette période de l'entre-deux-guerres.

Mais ce tournant pris par sa voisine transalpine l'inquiète et le conduit à réagir, car le fascisme est en totale opposition avec la tendance radicale du journal niçois qui prône un libéralisme pur et dur dans tous les domaines de la société.

En outre, l'Italie est très proche de la France et Nue ressemble à la péninsule, ce qui ne peut qu'être un facteur de plus de sensibilisation. Il était donc intéressant d'analyser la façon dont le quotidien radical envisageait ce régime, ainsi que ses réactions à l'égard de ce phénomène.

Le Petit Niçois estime que le fascisme s'est installé dans la péninsule non seulement à la faveur de la guerre, mais surtout à cause des tendances nationalistes et révolutionnaires que celle-ci a favorisées, ce qui implique qu'au départ il n'ait pas cru à cette tendance nouvelle, la considérant seulement comme un mouvement de réaction vis-à-vis de la montée croissante du bolchevisme, et de ce fait, il ne l'a pas immédiatement condamnée. Puis, au fur et à mesure qu'il gagnait du terrain en Italie et s'imposait au pouvoir, le journal niçois a dénoncé le fascisme jugeant qu'il devenait un instrument de domination.

Le Petit Niçois pense que cette expérience nouvelle qui se développe en Italie est nationaliste dans son essence, militarisée dans son organisation, et fortement hiérarchisée dans ses structures, qu'elle marque un recul pour la civilisation transalpine car l'idéologie fasciste, qui prône l'obéissance absolue, qui mythifie la guerre et qui enrégimente toute la nation, est l'antithèse du radicalisme qui, lui, tend à favoriser la primauté de l'individu et non celle de l'Etat.

De ce fait, le quotidien se montra hostile au fascisme et en dénonce les objectifs, craignant que l'idéologie de celui-ci, qui crée un ordre intérieur apparent, n'exerce une fascination sur l'Europe et sur la France où les milices et les ligues se développent en calquant leur organisation paramilitaire sur celle des "faisceaux" italiens.

Le Petit Niçois s'intéresse donc de très près à ce régime voisin, il en cherche les origines et analyse les éléments idéologiques sur lesquels repose le fascisme italien.

Pour lui, ce phénomène s'est appuyé dans un premier temps sur le nationalisme frustré et militant qui naît en Italie à cause de la victoire "mutilée" et qui devient très vite une force politique mais aussi des troubles révolutionnaires qui, dès la fin du premier conflit mondial, empoisonnent le limon politique de la péninsule.

Le quotidien radical en conclut donc que le nationalisme est devenu une force d'opposition qui s'appuie sur l'exaltation du passé italien en remettant au premier plan la latinité : Mussolini affirme la mission historique de son pays malgré la victoire "mutilée".

Le Petit Niçois estime que ce nationalisme récupéré et canalisé a été un tremplin pour le fascisme : il est à son origine et au premier plan des actions du "Duce". Dès lors, le fascisme est compris par le journal comme la résultante d'une paix mal acceptée ; le nationalisme joue un rôle essentiel dans la montée de cette force de droite et dans la désagrégation de la démocratie libérale italienne. La société libérale a donc éclaté à la faveur d'une crise économique et morale d'après-guerre, et seul le fascisme a tenté de répondre à la conjoncture révolutionnaire en même temps que réactionnaire en se posant en rassembleur contre l'internationalisme bolchevique.

Mais pour le quotidien niçois, c'est la faiblesse du pouvoir transalpin qui, en protégeant mal l'Italie contre le bolchevisme, a favorisé le développement du fascisme.

Le fascisme a donc pris naissance dans un réflexe de défense de l'Etat italien contre le bolchevisme, il est jugé par Le Petit Niçois comme un rempart à l'installation du communisme dans la péninsule, c'est pour cela qu'il ne le condamne pas à ses débuts. Mais il en vient très vite à le dénoncer lorsque celui-ci confisque le pouvoir et entend régner en maître sur sa voisine, car il considère qu'il est antidémocratique.

Dès lors, Le Petit Niçois, au fur et à mesure que Mussolini consolide son régime, estime que le fascisme est la négation même de la démocratie. Aussi, les thèmes idéologiques du fascisme sont-ils condamnés en bloc par le quotidien radical au nom de sa tendance politique qui est en parfaite contradiction avec le régime mussolinien, au même titre que les structures d'organisation de celui-ci que Le Petit Niçois juge totalitaires donc mauvaises.

Le journal ne peut accepter que sa voisine soit soumise à un tel régime où l'Etat contrôle la société toute entière, c'est-à-dire où l'individu est écrasé, où toute initiative en dehors du fascisme est paralysée, où le jeu démocratique est annihilé parce que l'opposition est étouffée ayant même de devenir dangereuse.

Le Petit Niçois estime que, dans la pratique, la dictature ne résout pas les problèmes même si le fonctionnement du système semble parfait. Aussi pense-t-il que l'adhésion des Transalpins au fascisme ne peut que s'expliquer par la propagande, la censure et l'emploi de la terreur.

Sur le plan de la politique extérieure, la diplomatie fasciste inquiète Le Petit Niçois car celle-ci conditionne les rapports franco-italiens. Pourtant, le journal demeure, au cours de cette période, un fervent partisan d'une collaboration franco-italienne, dans le seul but de préserver le département de l'hégémonie mussolinienne.

Mais à travers l'étude de ces rapports qui découvrent un antagonisme voilé entre les deux Etats voisins, se pose surtout le problème du statut européen, c'est-à-dire de l'Europe née de Versailles.

Le quotidien radical envisage la politique extérieure développée par le fascisme comme une perpétuelle menace ; il condamne les visées impérialistes de Mussolini, estimant qu'elles ne sont qu'un dérivatif pour les Italiens qui sont opprimés sur le plan politique et économique, un exutoire au nationalisme transalpin exacerbé par les traités, un élément de prestige pour le "Duce" qui s'enlise sur le plan intérieur mais surtout un désir de puissance qui débouche sur un impérialisme fondé sur la seule violence.

Le Petit Niçois n'admet pas que le "Duce" puisse rejeter l'Europe du Traité de Versailles -comme le fait également Hitler- car ces deux dictateurs sont solidaires pour menacer la paix européenne, et il estime que ce qui les réunit ne peut être que l'idéologie donc l'antibolchevisme, qui apparaît comme l'ennemi désigné puisque les deux régimes totalitaires ont érigé cette lutte en dogme.

Aussi, le journal leur impute-t-il la responsabilité de la dégradation de la situation internationale qui conduit à un déséquilibre diplomatique et à la guerre.

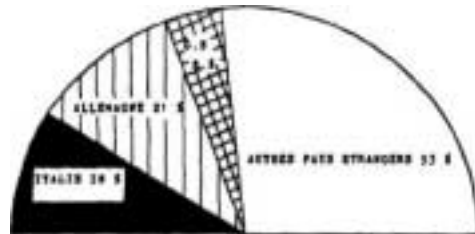
Pour Le Petit Niçois, le second conflit mondial est en quelque sorte le symbole de l'affrontement de deux idéologies contemporaines : la dictature contre la démocratie.

Notons, pour terminer, que le quotidien radical s'est toujours montré à la remorque des événements, il ne les a jamais précédés en se voulant trop attentiste pour ne pas envenimer les rapports franco-italiens. De ce fait, il s'est souvent retrouvé devant des faits accomplis, des situations qui ne lui convenaient pas du tout, et a donc toujours réagi violemment.

Il faut constater que, durant toute la période étudiée, l'attitude du Petit Niçois à l'égard du fascisme n'a jamais varié, c'est une hostilité caractérisée que rien n'ébranle.

Graphique n° 7

PARTIS QUALITATIVES DE L'ÉTENDUE DE L'IMPRESSION ET DE L'AMPLIÉRIE PAR RAPPORT À LA SURFACE RÉDACTIONNELLE CONCERNÉE AUX NOUVELLES CIRCONSCRITES AU SEIN DU "PETIT NICOIS" 1927 - 1929



- Surface rédactionnelle de l'Italie par rapport à la surface rédactionnelle concernée à l'étranger au sein de quelconque
- ▨ Surface rédactionnelle de l'Alliance par rapport à la surface rédactionnelle concernée à l'étranger au sein de quelconque
- ▧ Surface rédactionnelle de l'Angleterre par rapport à la surface rédactionnelle concernée à l'étranger au sein de quelconque
- Surface rédactionnelle des autres pays étrangers par rapport à la surface rédactionnelle concernée à l'étranger au sein de quelconque

Graphique n° 8

IMPORTANCES QUALITATIVES DES NOUVELLES ITALIENNES AU SEIN DE LA SURFACE RÉDACTIONNELLE CONCERNÉE À CE PAYS PAR "LE PETIT NICOIS" 1 1927 - 1929 2

Graphique n° 9

RÉPARTITION PAR CATEGORIES DES ARTICLES CONCERNANT L'ÉTENDUE PAR RAPPORT À LA SURFACE RÉDACTIONNELLE CONCERNÉE À CE PAYS AU SEIN DU "PETIT NICOIS" 1927 - 1929



- Catégorie régulière : articles représentant moins de 10 % de la surface rédactionnelle concernée à l'Italie
- ▨ Catégorie normale : articles représentant entre 10 et 25 % de la surface rédactionnelle concernée à l'Italie
- ▧ Catégorie spéciale : articles représentant entre 25 et 50 % de la surface rédactionnelle concernée à l'Italie
- ▩ Catégorie très spéciale : articles représentant plus de 50 % de la surface rédactionnelle concernée à l'Italie







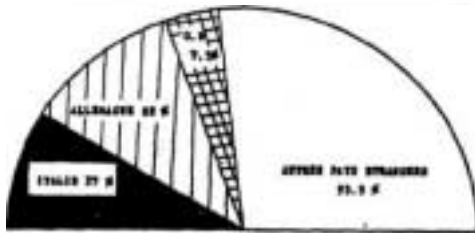




-  Articles concernant les relations intérieures de l'Italie par rapport à la surface réactionnelle consacrée à ce pays au sein du quotidien.
-  Articles concernant les relations internationales de l'Italie par rapport à la surface réactionnelle consacrée à ce pays au sein du quotidien.
-  Articles concernant les faits divers par rapport à la surface réactionnelle consacrée à l'Italie au sein du quotidien.
-  Articles concernant les mondaines par rapport à la surface réactionnelle consacrée à l'Italie au sein du quotidien.

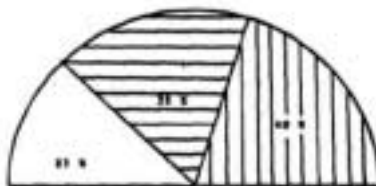
TABLEAU DE REPARTITION DE L'ESPACE DE L'ALIGNEMENT ET DE L'ANGLETERRE PAR RAPPORT A LA SURFACE REACTIONNELLE CONSACREE AUX NOUVELLES STRANGLERS AU SEIN DU "PETIT NICOSIS" 1919 - 1922 -



-  Surface réactionnelle de l'Italie par rapport à la surface réactionnelle consacrée à l'étranger au sein du quotidien.
-  Surface réactionnelle de l'Allemagne par rapport à la surface réactionnelle consacrée à l'étranger au sein du quotidien.
-  Surface réactionnelle de l'Angleterre par rapport à la surface réactionnelle consacrée à l'étranger au sein du quotidien.
-  Surface réactionnelle des autres pays étrangers par rapport à la surface réactionnelle consacrée à l'étranger au sein du quotidien.




Graphique n° 1

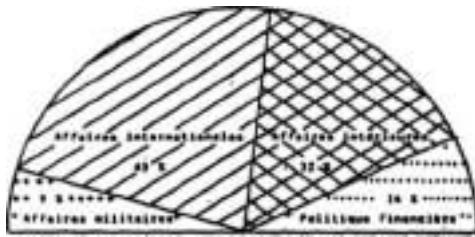
IMPORTANCE QUALITATIVE DES NOUVELLES ITALIENNES AU SEIN DE LA SURFACE REACTIONNELLE ACCORDEE A CE PAYS PAR "LE PETIT NICOSIS" (1919 - 1922)







Graphique n° 2

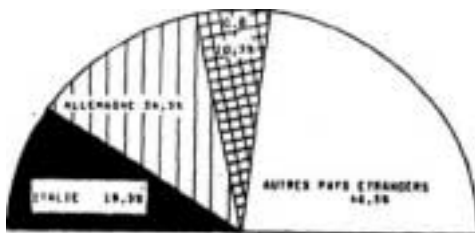
REPARTITION PAR CATEGORIES DES ARTICLES CONCERNANT L'ITALIE PAR RAPPORT A LA SURFACE REACTIONNELLE CONSACREE A CE PAYS AU SEIN DU "PETIT NICOSIS" 1919 - 1922 -





-  **Colonne blanche** : articles représentant moins de 20 % de la surface réactionnelle consacrée à l'Italie.
-  **Colonne diagonale** : articles représentant entre 20 et 33 % de la surface réactionnelle consacrée à l'Italie.
-  **Colonne horizontale** : articles représentant entre 33 et 50 % de la surface réactionnelle consacrée à l'Italie.



-  Articles concernant les affaires militaires par rapport à la surface rédactionnelle consacrée à l'Italie au sein du quotidien
-  Articles concernant les relations internationales de l'Italie par rapport à la surface rédactionnelle consacrée à ce pays au sein du quotidien
-  Articles concernant la politique intérieure de l'Italie par rapport à la surface rédactionnelle consacrée à ce pays au sein du quotidien
-  Articles concernant la politique financière de l'Italie par rapport à la surface rédactionnelle consacrée à ce pays au sein du quotidien

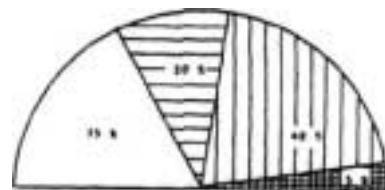
PARTIS MÉSOPHONES DE L'ITALIE, DE L'ALLEMAGNE ET DE L'ANGLETERRE PAR RAPPORT À LA SURFACE RÉDACTIONNELLE CONSACRÉE AUX NOUVELLES ÉTRANGÈRES AU SEIN DU "PETIT NOUVEAU" 1922 - 1926







-  Surface rédactionnelle de l'Italie par rapport à la surface rédactionnelle consacrée à l'étranger au sein du quotidien
-  Surface rédactionnelle de l'Allemagne par rapport à la surface rédactionnelle consacrée à l'étranger au sein du quotidien
-  Surface rédactionnelle de l'Angleterre par rapport à la surface rédactionnelle consacrée à l'étranger au sein du quotidien
-  Surface rédactionnelle des autres pays étrangers par rapport à la surface rédactionnelle consacrée à l'étranger au sein du quotidien

Graphique n° 4

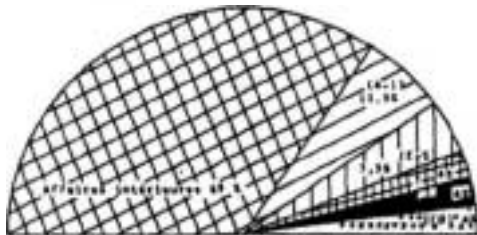
IMPORTANCE QUALITATIVE DES NOUVELLES ITALIENNES AU SEIN DE LA SURFACE RÉDACTIONNELLE CONSACRÉE À CE PAYS PAR "LE PETIT NOUVEAU" (1922 - 1926)









-  **Matrice_10x10** : articles représentant moins de 10 % de la surface rédactionnelle consacrée à l'Italie
-  **Matrice_25x25** : articles représentant entre 10 et 25 % de la surface rédactionnelle consacrée à l'Italie
-  **Matrice_50x50** : articles représentant entre 25 et 50 % de la surface rédactionnelle consacrée à l'Italie
-  **Matrice_75x75** : articles représentant plus de 50 % de la surface rédactionnelle consacrée à l'Italie

Graphique n° 6

REPARTITION PAR CATEGORIES DES ARTICLES CONCERNANT L'ITALIE PAR RAPPORT A LA SURFACE REDACTIONNELLE CONSACREE A CE PAYS AU SEIN DU "PIESI NUCLEO" 1973-1976



-  Articles concernant les affaires internationales de l'Italie par rapport à la surface rédactionnelle consacrée à ce pays au sein du quotidien
-  Articles concernant les relations internationales de l'Italie par rapport à la surface rédactionnelle consacrée à ce pays au sein du quotidien
-  Articles concernant la politique économique et sociale de l'Italie par rapport à la surface rédactionnelle consacrée à ce pays au sein du quotidien
-  Articles concernant le développement des techniques en Italie par rapport à la surface rédactionnelle consacrée à ce pays au sein du quotidien
-  Articles concernant la justice par rapport à la surface rédactionnelle consacrée à l'Italie au sein du quotidien
-  Articles concernant les faits divers par rapport à la surface rédactionnelle consacrée à l'Italie au sein du quotidien

**UN JOURNAL NIÇOIS DE
DROITE: L'ACTION
PATRIOTIQUE DE NICE
(1919-1939)**

par Thierry-Frédéric MOLLICHI

**Résumé d'un mémoire de Maîtrise
préparé sous la direction de M. R. SCHOR.**

Une floraison de journaux plus ou moins éphémères, qui n'ont cessé de donner à la presse locale une diversité constamment renouvelée, est tombée dans l'oubli.

Or, un journal comme L'Action Patriotique de Nice et des Alpes-Maritimes (L'Union Nationale en 1936), créé en 1904 et disparu en 1944, va jouer bruyamment sa partie pendant près de quarante ans au sein de ce concert dissonant d'une histoire fertile en paradoxes, et particulièrement durant les années de l'entre-deux-guerres.

Fondée par le publiciste Xavier Giacobini, ancien directeur du *Cyrano*, le 26 mars 1904, L'Action Patriotique va réussir la prouesse de paraître, très irrégulièrement il est vrai, durant quatre décennies. Son dernier numéro de 1939 ne ressemble plus guère au premier exemplaire de l'après-guerre, si ce n'est par le format grand folio. Elle va évoluer par variations à peine perceptibles, en gardant toujours les mêmes idées motrices, qui vont en s'amplifiant à mesure que les menaces de guerre assombrissent l'horizon européen.

Il est intéressant de voir comment L'Action Patriotique, qui tout au long des années 20 apparaît comme un journal de la droite républicaine nationale, va se muer progressivement en un organe de combat reflétant un nationalisme aux tendances de plus en plus extrémistes, jusqu'à sa disparition en février 1936. D'autre part, dans le domaine idéologique, l'existence de L'Union Nationale va poser, à partir de mars 1936, le problème d'une certaine droite française et de la tentation fasciste. Son examen va nous montrer comment des hommes ont pu passer du nationalisme à la Révolution Nationale.

En l'absence totale des archives du journal, la première étape a consisté à dépouiller les numéros de la collection conservés aux Archives Départementales, soit 351 exemplaires de 1919 à 1939, représentant l'équivalent d'environ 1404 pages. Il a été nécessaire, ensuite, de consulter des ouvrages traitant de l'histoire politique, économique et sociale de la région niçoise.

Après une étude quantitative du journal, c'est-à-dire l'examen de sa personnalité, de son organisation et de sa morphologie, une analyse du texte du périodique va permettre de bien cerner l'évolution de sa pensée.

PRESENTATION DE L'ACTION PATRIOTIQUE DE NICE

I Personnalité et organisation du journal. A. Personnalité du journal.

1 .Date de la création du journal :

L'Action Patriotique, qui a été fondée le 26 mars 1904, va paraître jusqu'en février 1936 sans interruption, hormis durant les années de guerre. A sa disparition, elle est immédiatement remplacée par L'Union Nationale, qui est publiée du 26 mars 1936 au 10 août 1944.

2. Fondateur du journal :

La vie de L'Action Patriotique, puis de L'Union Nationale, est profondément liée à celle de leur fondateur, Xavier Giacobini. Né à Sétif (Algérie) le 10 août 1877, issu d'une famille corse très honorable, il s'installe à Nice dès son jeune âge, et se lance très tôt dans le journalisme, tout en exerçant la profession d'imprimeur (il gère l'imprimerie du *Progrès*, à Nice).

3. Indications politiques :

L'Action Patriotique et L'Union Nationale vont se caractériser par la multitude des sous-titres à caractère politique, qui se succèdent au fil des années.

L'Action Patriotique, après avoir été en 1919 un "tournoi républicain indépendant de la Corse, des Alpes-Maritimes et du Var", devient en février 1936 "l'Organe du Mouvement National Populaire", organisation politique de la droite nationaliste, fondée et dirigée par Pierre Taittinger.

Quant à L'Union Nationale, elle va adopter de 1936 à 1939, huit formules différentes dont les plus révélatrices de sa pensée sont celles de 1938 :

- "Organe du Front de la Liberté. Fédération Républicaine. Parti Républicain National et Social. Parti Populaire Français..."

- "Organe de défense antimarxiste"

4. Sigles et devises :

La devise de L'Union Nationale, à elle seule, est tout un programme :

- "National et Social. Pour le peuple, pour la paix, pour l'ordre. Contre le Front Commun et les sans-trie"

5. Lieu du siège de l'administration et de la rédaction :

L'Action Patriotique et L'Union Nationale ont très fréquemment changé de lieu d'administration ou de rédaction, ce qui est un signe manifeste d'instabilité. Les locaux ont cependant toujours été situés dans le centre de Nice.

6. Périodicité :

La périodicité des journaux dirigés par Giacobini se caractérise par sa très grande irrégularité. Ils ont été, suivant les années, hebdomadaires, bimensuels, tri mensuels, périodiques. L'Action Patriotique sortait en moyenne 20 numéros par an, contre 18 à L'Union Nationale. Ils paraissent surtout en hiver et au printemps, délaissant les mois d'été.

7. Format

Format grand-in-folio pour L'Action Patriotique (62 x 44 cm), et pour L'Union Nationale (61 x 46 cm).

8. Nombre de pages et de colonnes par page :

L'Action Patriotique et L'Union Nationale comptent toujours quatre pages de 1919 à 1939, sauf quelques numéros spéciaux concernant les élections (deux pages). Elles comportent généralement cinq colonnes par page, d'une longueur moyenne de sept centimètres. Cependant, la liberté croissante et la fantaisie de la présentation, avec l'introduction de titres et de textes débordant les colonnes, rendent difficile toute systématisation.

9. Tirage et financement :

Indications capitales, très difficiles à connaître avec exactitude. Avant la Seconde Guerre mondiale, la plupart des journaux voulaient protéger ce qu'ils considéraient comme un secret, et refusaient de communiquer le chiffre de leur tirage. Grâce à un rapport de police de 1929, on apprend que L'Action Patriotique tirait en moyenne à 1000 exemplaires, ce qui est très peu.

Il n'est également pas dans les habitudes des journaux d'indiquer à leurs lecteurs d'où vient l'argent nécessaire à leur parution. Il est probable que Giacobini a utilisé ses propres deniers pour financer ses journaux. La publicité procurait également une part importante du budget, vu le nombre considérable d'annonces publicitaires.

Xavier Giacobini a toujours tenu à mettre en évidence l'indépendance totale, au point de vue financier, de ses journaux. Il écrit notamment le 6 février 1937 (L'Union Nationale, n° 20) : "Nous tenons à informer nos lecteurs, que L'Union Nationale a toujours été, et continuera à être, au point de vue administratif et financier, d'une indépendance absolue. Elle ne reçoit de subsides d'aucun groupement, d'aucune personnalité politique..."

10. Zone de diffusion :

L'Action Patriotique et L'Union Nationale sont des journaux essentiellement locaux, même s'il est probable qu'ils ont été parfois dans tout le département (ils imprimaient des pages locales sur Cannes, Grasse, Antibes, Monaco, Menton, Vence, la vallée de la Vésubie, de la Tinée, de la Roya, du Loup, de l'Estéron...), ou hors du département.

B. Organisation du journal.

1. Structures juridiques :

Au point de vue juridique, il s'agit d'une propriété individuelle. Xavier Giacobini est à la fois le fondateur, le directeur et le propriétaire de L'Action Patriotique, puis de L'Union Nationale. Le 10 octobre 1925 (n° 969), il écrivait à Georges Chiris, conseiller général de Saint-Auban : "L'Action Patriotique n'appartient à aucun parti, à aucun homme politique. Elle n'a qu'un seul propriétaire, et ce propriétaire c'est moi..."

2. Conditions de fabrication et de distribution :

L'Action Patriotique et L'Union Nationale furent imprimées à l'imprimerie du Progrès a Nice (2 boulevard Joseph Garnier, et 3 place Gambetta), dont Giacobini assurait la gérance. Elles étaient diffusées par différents systèmes :

- l'abonnement,
- la vente en kiosque,
- la vente à la criée, par des sympathisants bénévoles,
- la diffusion gratuite, par voie postale, à des personnalités, cela à des fins de propagande.

3. Organisation de la rédaction :

La rédaction de L'Action Patriotique comprend très peu de membres. Le personnage principal en est Xavier Giacobini, qui écrit souvent plus de la moitié des articles parus dans chaque numéro, et cela pendant près de quarante ans. Il est spécialisé dans les articles politiques, souvent enflammés, où sa fougue verbale trouve un terrain propice.

Son plus ancien collaborateur est Le Chéloff, spécialiste des scandales et des indiscretions, qui écrira régulièrement de 1905 à 1939.

Trois autres personnages vont, pendant près de vingt ans (1919-1939), témoigner leur fidélité à Giacobini. Il s'agit de Marcel Boyer qui traite les affaires financières, du baron Dufort, spécialiste des affaires locales, et d'Ours Bénédetti qui, de l'Ile de Beauté, entretient une chronique corse.

D'autres "journalistes" (bénévoles car amis de Giacobini), vont marquer le journal de leur empreinte : Louis Santoni de Suzzoni, Armand Ponée, Louis Barret...

Le journal emploie aussi de nombreux correspondants occasionnels, pour un article ou une série d'articles. Il publie très souvent des discours prononcés à la Chambre des Députés par les personnalités politiques des Alpes-Maritimes, ou par celles qui défendent les mêmes opinions. Les tribunes libres sont nombreuses, mais les personnalités s'exprimant sont pratiquement toujours de droite.

Enfin, L'Action Patriotique et L'Union Nationale n'étant pas des quotidiens, elles se contentent souvent de publier des informations largement commentées par d'autres journaux, et de les analyser à leur façon. Elles n'ont pas les moyens d'entretenir des correspondants dans le reste de la France, à fortiori dans les pays étrangers.

4. Analyse de la clientèle :

Il est délicat de savoir à quelle catégorie politique et socio-professionnelle s'adressent L'Action Patriotique et L'Union Nationale. Du point de vue politique, elles vont toujours soutenir les hommes et les partis de droite. Elles s'adressent aux patriotes, aux "bons Français" et glorifient les anciens combattants. Elles manifestent également beaucoup de sympathie pour les activités commerciales et touristiques de la ville de Nice.

II Morphologie du journal.

A. Les composantes de la structure du journal.

Pour essayer de définir les différentes composantes de la structure d'un journal, il est nécessaire de procéder à un travail d'échantillonnage, car il est impossible de décortiquer tous les numéros parus. Pour mener à bien ce travail, trois dates précises ont été sélectionnées : 1920, 1930, 1939.

1. La surface imprimée :

La moyenne globale pour l'entre-deux-guerres nous donne 590 cm/c de textes littéraires par numéro, contre 548 cm/c de textes publicitaires, ce qui représente un total de 1138 cm/c de textes par numéro.

2. Les éléments constitutifs du journal :

La publicité.

La moyenne pour la période étudiée de 548 cm/c de rubriques publicitaires représente environ 70 affiches et annonces par numéro. Au total, la surface occupée par la publicité couvre 43,27 % de la surface imprimée complète, tandis que la surface rédactionnelle est de 56,73 %.

Le titrage.

Le titrage, destiné à frapper l'attention du lecteur, est rédigé en caractères gras, souvent en lettres majuscules. En moyenne, les titres ont une longueur de 15 cm, pour une hauteur de 2 à 3 cm.

L'Action Patriotique et L'Union Nationale emploient généralement des titres orientés, voire même des titres sensationnels au détriment des titres indicatifs ou explicatifs.

- "Blum le sanguinaire" (1)
- "Le péril juif" (2)

La présentation.

La première page est le plus souvent réservée aux rubriques d'actualité, surtout celles concernant les affaires politiques. Les pages deux et trois contiennent généralement les rubriques locales, les échos et faits divers. La publicité couvre la totalité de la dernière page. Cependant, ces journaux se sont continuellement caractérisés par l'irrégularité de leur présentation, souvent très désordonnée, au cours de l'entre-deux-guerres.

Les illustrations.

On entend par ce terme les photographies, dessins, caricatures, cartes, croquis, graphiques. L'Action Patriotique et L'Union Nationale ont été des journaux peu illustrés. En moyenne, la surface réservée aux illustrations représente un total d'environ 3,6 % par numéro, par rapport à la surface imprimée.

B. Les unités rédactionnelles

1. Définition :

Une unité rédactionnelle est un extrait de base du quotidien. Elles sont de composition, de dimension, de contenu différent.

Pour un journal comme L'Action Patriotique, il est très difficile de répartir les unités rédactionnelles selon la source car la provenance des articles n'est pas indiquée.

En ce qui concerne la répartition selon le genre, L'Action Patriotique et L'Union Nationale privilégient les articles au détriment des informations.

Le type de présentation offrant le plus d'intérêt est celui de la répartition selon la matière, et de le combiner avec celui de la répartition selon le cadre géographique, pour les rubriques les plus importantes.

(1) L'Union Nationale, n° 73, le 1er mars 1939.

(2) L'Union Nationale, n° 74, 17 mars 1939.

2. Répartition des unités rédactionnelles selon le cadre géographique :

	1920	1930	1939	Moyenne (1919-39)
- rubriques locales	70 %	67 %	45 %	60,66 %
- rubriques nationales	23 %	20 %	36 %	26,33 %
- rubriques étrangères	7 %	13 %	19 %	13,01 %

L'Action Patriotique et L'Union Nationale sont donc des journaux essentiellement locaux.

3. Répartition des unités rédactionnelles selon la matière :

Rubriques politiques.

années	part en % par rapport au total général
1920	36 %
1930	39 %
1939	56,5 %
Moyenne (1919-1939)	43,83 %

Elles forment la partie la plus importante du journal.

- affaires politiques locales 40,9 %
- affaires politiques nationales 32,8 %
- affaires politiques internationales 26,3 %

Part occupée par les différentes rubriques par rapport au total général (en %)

rubriques

moyenne (1919-39)

- rubriques économiques	4,7 %
- rubriques financières	6,33 %
- défense nationale et affaires militaires	0,9 %
- lettres et arts	2,01 %
- enseignement	0,13 %
- sciences et médecine	2,01 %
- communications	0,03 %
- moyens d'information	0,16 %
- tourisme	1,5 %
- affaires judiciaires	2,46 %
- religion	1,43 %
- hippisme	0,63 %
- sports	0,2 %
- vie sociale et mondanités	9,68 %
- faits divers et échos	11,11 %
- distractions	8,8 %
- "choses de Nice"	1,83 %
- urbanisme	1,33 %
- vie pratique	0,06 %
- courrier des lecteurs	1,3 %
- biographies	0,53 %
- rubriques à caractère raciste	1 %
- rubriques occasionnelles (météo, décès...)	1,85 %

L'Action patriotique et L'Union nationale sont donc des journaux politiques, mondains et financiers, privilégiant également les distractions et les échos locaux, afin d'intéresser le plus possible de lecteurs.

LES IDEES DE L'ACTION PATRIOTIQUE

Préambule : Xavier Giacobini et L'Action Patriotique avant la première mondiale

Xavier Charles-Félix Giacobini n'a que vingt-cinq ans lorsque, le jeudi 6 novembre 1902, paraît le premier numéro du Cyrano, "Journal bi-hebdomadaire, satirique, mondain, théâtral et sportif", qu'il vient de créer.

En 1904, il fonde L'Action Patriotique. Ce journal sera nettement plus axé sur les questions politiques. Avant la Première Guerre mondiale, L'Action Patriotique est un organe violemment anti-allemand, hostile au Bloc des Gauches et au Parti Radical, farouchement anti-dreyfusard. Sur le plan local, elle dénigre sans cesse le maire de Nice, Honoré Sauvan. Giacobini fait de son journal le porte-parole officiel des ligues patriotiques (Ligue des Patriotes de Paul Déroulède, Ligue de la Patrie Française de Jules Lemaître).

I L'époque dorée de L'Action Patriotique (1919-1929).

La décennie 1919-1929, qui correspond aux "années d'illusion", voit le journal connaître ses plus beaux jours en ce qui concerne sa parution, qui dépasse toujours les vingt exemplaires par an. Après cinq ans d'absence, dus au premier conflit mondial, l'**Action Patriotique** va reparaître en avril 1919.

Lors de son premier numéro de l'après-guerre, dans un éditorial de présentation, la direction du journal va exprimer son programme, dont on retrouvera toujours les différents thèmes, au cours des années de l'entre-deux-guerres : "Notre tâche sera de soutenir la cause

des anciens poilus ; demeurer l'adversaire irréductible des mauvais Français genre Renaudel et Brizon ; être toujours du côté de l'ordre et de la légalité contre ceux qui vivent misérablement des agitations criminelles stériles, souvent payées par l'or des Boches constamment aux aguets..." (3)

Ce programme éloquent est typiquement de droite. On y voit la défense des anciens combattants, la lutte contre les "mauvais Français", c'est-à-dire les radicaux et les socialistes pacifistes, accusés de "défaitisme". Elle prône également la haine du "Boche", du profiteuse de guerre, de "l'embusqué", du politicien véreux, ainsi que la notion d'ordre, si chère aux partis de droite.

A. Affaires internationales.

1. Exécution de l'Allemagne :

Sur le plan moral et politique, la guerre a déchaîné le nationalisme. La haine du "Boche" est frénétique et prend des formes enflammées et délirantes. La xénophobie atteint des dimensions pathologiques. L'Allemagne est rendue responsable de la guerre. L'Action Patriotique est de l'avis de Georges Clemenceau : il faut morceler l'Allemagne, l'écraser, pour qu'elle ne puisse pas préparer sa revanche.

Xavier Giacobini estime que l'on doit surveiller l'Allemagne : "...La paix est signée, mais méfions nous du Boche. Sa perfidie est éternelle, et ceux qui comptent sur sa parole seront ses victimes malgré tout...". (4)

Bien qu'elle trouve le Traité de Versailles trop favorable à l'Allemagne, L'Action Patriotique le soutient farouchement et veut qu'elle en respecte les clauses, particulièrement celles concernant son désarmement.

Les personnalités politiques étrangères, suspectes de sympathie vis-à-vis de l'Allemagne, ne sont pas épargnées par la critique. Le Président des Etats-Unis, Woodrow Wilson, et le Premier Ministre britannique David Lloyd George, qui refusèrent de garantir formellement les nouvelles frontières de la France, sont durement fustigés.

L'Action Patriotique approuve totalement l'occupation de la Ruhr par les troupes franco-belges, et elle encourage Raymond Poincaré à faire preuve de beaucoup de fermeté : "... L'occupation de la Ruhr est le geste nécessaire qu'il fallait faire. Il est la conséquence logique de la mauvaise volonté de l'Allemagne à tenir ses engagements... Nous sommes dans la Ruhr, nous y resterons tout le temps qu'il faudra. Si on nous contraignait à en sortir, ce serait pour occuper Berlin..."(5)

Le rapprochement franco-allemand, œuvre d'Aristide Briand et de Gustav Stresemann, n'atténue guère les ardeurs antigermaniques de L'Action Patriotique, et la haine contre l'Allemagne sévira de façon endémique jusqu'en 1939.

2. L'aversion de la Russie Rouge et du communisme international :

De 1919 à 1936, L'Action Patriotique est avant tout un organe anticommuniste. Comme tous les journaux de droite de l'époque, elle reproche aux bolcheviks d'avoir trahi la cause de l'Entente, en décembre 1919, par la signature du désastreux traité de Brest-Litovsk.

Pour Louis Barret, la trahison russe a coûté à la France des centaines de milliers de ses enfants. Il accuse l'Allemagne d'avoir favorisé le retour de Lénine en Russie : "... Lénine a été envoyé en Russie par le gouvernement allemand pour désorganiser l'armée russe et faciliter l'écrasement de la France..."(6)

Les attaques contre la Russie communiste sont très nombreuses et très virulentes, car le journal craint une contagion révolutionnaire. Xavier Giacobini est le chantre de l'anticommunisme. Ses éditoriaux enflammés, souvent d'une violence verbale inouïe, condamnent le bolchevisme. L'Action Patriotique accuse les Soviétiques de toutes les monstruosités et de toutes les barbaries : "Le bolchevisme, c'est la déchéance, la misère, la désolation et la mort..." (7)

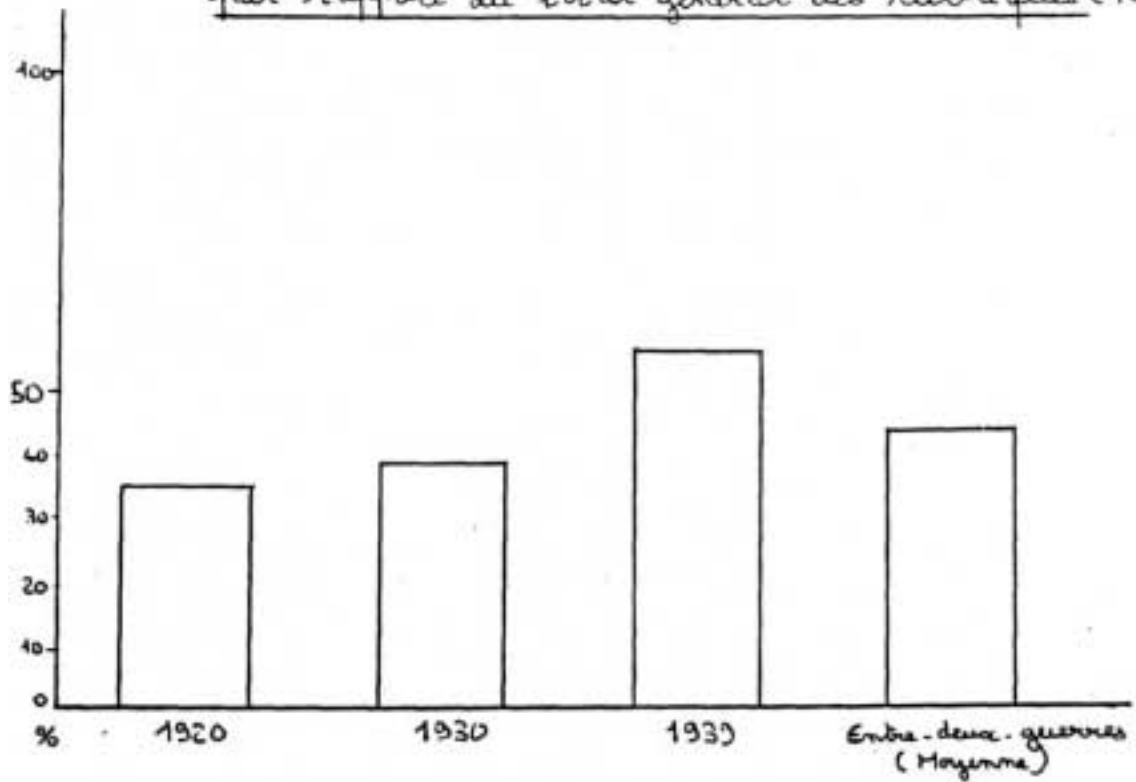
3. L'Action Patriotique et l'Italie fasciste :

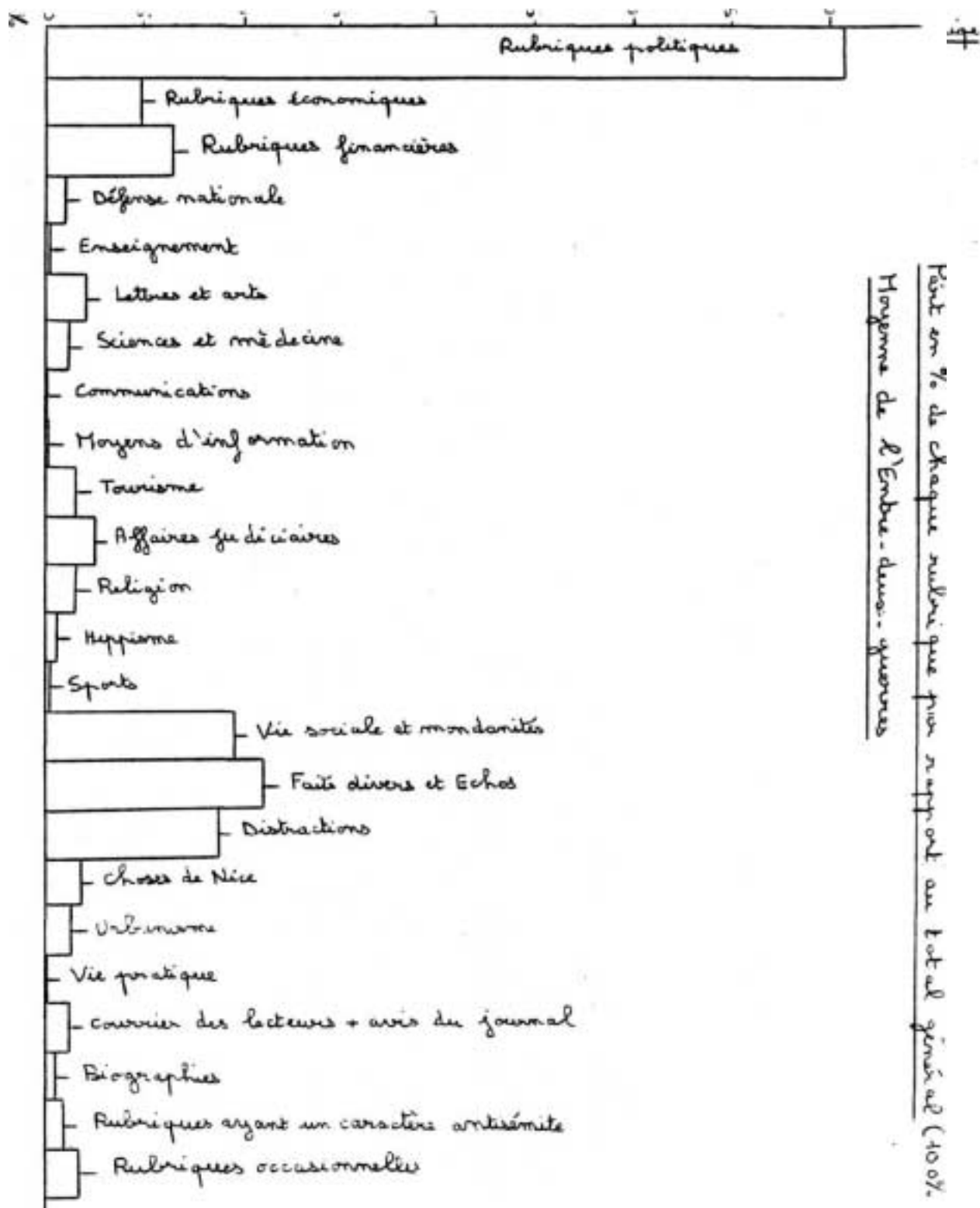
Durant les années 1922-1923, le journal va publier une série de rubriques concernant le fascisme italien.

Le nouveau chef du gouvernement italien, Benito Mussolini, est très bien vu par la rédaction : "... Mussolini, il faut le reconnaître, fait figure non seulement de chef, mais d'homme d'Etat..." (8)

Mussolini a été partisan, en 1914, de l'entrée en guerre de l'Italie aux côtés des alliés. De surcroît, le fascisme représente une force violemment hostile au communisme. Pour Giacobini, les "squadristi" font figure de seule force capable d'endiguer une tentative de révolution communiste. Il souhaite que l'Italie soit la partenaire privilégiée de la France, et que les citoyens français respectent la personnalité du Duce. Il va accuser durant les années 1926-1928 Albert Dubarry et son journal, La France de Nice et du Sud-Est, de tendre les relations avec l'Italie.

Part en % occupée par les rubriques politiques
par rapport au total général des rubriques (100%)





Répartition en % de chaque rubrique par rapport au total journal (100%)
 Moyenne de l'ensemble des années

La sympathie évidente que porte L'Action Patriotique à l'Italie n'empêche pas le directeur du journal de critiquer sévèrement Mussolini, si celui-ci blâme les menées politiques extérieures française, ou s'il revendique des territoires frontaliers (Breil, Corse, Nice, Savoie).

B. Affaires intérieures.

1.1919-1924 : Soutien total au Bloc National

La paix retrouvée, il était donc nécessaire de rendre la parole au pays. Les élections du 16 novembre 1919 voient le triomphe du Bloc National. Xavier Giacobini exhorte les électeurs niçois à voter pour la liste de l'Union Républicaine Démocratique (composante du Bloc National), car elle est hostile au bolchevisme.

L'Action Patriotique, qui se caractérise, tout au long de l'entre-deux-guerres, par de surprenantes volte-face, ne modifiera cependant jamais son point de vue sur les bolcheviks, "les hommes au couteau entre les dents", qu'elle accuse de vouloir déstabiliser la nation.

Les socialistes français, selon le journal, veulent instaurer la révolution bolcheviste en France, à l'exemple de la Russie. Tout au long des années vingt, Giacobini publie de violents articles contre les disciples de Jaurès : "Le socialisme, voilà l'ennemi" (9).

Le Parti Radical n'est pas épargné par la critique. Armand Ponée prend pour prétexte le congrès radical de Strasbourg pour blâmer sa politique. Il lui reproche notamment d'avoir blanchi les "traîtres" (Caillaux et Malvy), de ne pas avoir de relations avec le Vatican (anticléricalisme oblige), et de mener une "politique de casseroles". Il conclut en affirmant : "... De profundis !. Ce parti est mort, et bien mort. Qu'il reste dans l'égoût où les élections l'ont rejeté depuis longtemps...". (10)

Après la scission de Tours, en décembre 1920, le Parti Communiste devient la principale cible du journal. Giacobini souhaite que le gouvernement interdise la propagande marxiste. Il demande même l'élimination physique des "bandits rouges" : "... Ces bandits qui dans L'Humanité poussent à la Révolution et au meurtre... On aurait dû les conduire directement à la potence...". (11)

Les organisations liées aux partis de gauche ne sont pas ménagées par le journal. La Ligue de la République (organisation radicale), l'A.R.A.C. ("une cochonnerie de la clique à Barbusse"), sont constamment stigmatisées.

Afin de mieux déconsidérer ses adversaires, Giacobini livre à ses lecteurs les noms des "mauvais journaux", qui font une besogne nuisible aux intérêts français. Il cite : "L'Humanité, L'Internationale, L'Ere Nouvelle, L'Oeuvre, Le Merle Blanc..." Giacobini s'intéresse beaucoup aux affaires de la Corse, île dont il est originaire. Il est farouchement partisan d'une Corse française, et il s'oppose aux idées autonomistes. Les écrivains nationalistes et notamment Maurice Barres et Paul Déroulède sont fréquemment encensés par le journal : "... Paul Déroulède et Maurice Barrés auront maintenu, ardente et pure, cette flamme du patriotisme qui devait, en virilisant nos cœurs, nous donner enfin la Victoire et la Revanche..." (12)

L'Action Patriotique va vouer, durant toute son existence, une haine farouche à la Ligue des Droits de l'Homme, organisation nettement axée va gauche, née de l'Affaire Dreyfus qu'elle surnomme la "Ligue des Droits des Traîtres".

Durant l'année 1924, les articles contre le Cartel des Gauches sont très nombreux, en vue des élections législatives de mai 1924. Le jour même du scrutin, le journal publie un numéro spécial où sa rédaction exhorte les électeurs à ne pas voter pour les partis de gauche : "Réfléchis, électeur... Tu ne dois pas voter pour le Bloc des Gauches, composé de mauvais citoyens... Tu ne voteras pas pour les communistes... Avec ceux-là, au moins, on sait où l'on va... : misère et torture, esclavage et ignominie I..." (13). Ces élections vont voir la défaite du Bloc National, déconsidéré par sa politique extérieure et par des sévères mesures de rigueur financière. L'Action Patriotique va alors rentrer dans l'opposition et va calomnier le Cartel jusqu'à sa chute finale en juillet 1926.

2. Juin 1924-1929 : Lutte contre le Cartel des Gauches et ralliement à L'Union Nationale

La rédaction de L'Action Patriotique est atterrée par la victoire de la gauche. Giacobini est inquiet. Il affirme qu'un vent de folie a soufflé sur la France, mais qu'heureusement le succès du Cartel sera éphémère. Il préconise l'union de toutes les forces de droite, et il tente de flétrir la victoire du Cartel par de graves accusations concernant son financement : "... Pris aux boniments des commis-voyageurs en révolution qui reçoivent la sportule directement de Moscou et de Berlin, les cerveaux débiles ont fléchi et le parti de l'Allemagne peut aujourd'hui se réjouir et pavoiser..." (14). Il voit d'un très mauvais œil l'arrivée d'Edouard Herriot à la Présidence du Conseil, et il est scandalisé par la suppression de l'ambassade française au Vatican, et par la reconnaissance de l'Union Soviétique.

L'amnistie de juillet 1924, pour faits de guerre, dont bénéficièrent Joseph Caillaux et Louis Malvy, déchaîne les passions. La droite française lance une campagne de presse pour protester contre cette décision, et L'Action Patriotique se met au diapason : "... Caillaux et Malvy sont amnistiés, Jaurès au Panthéon, c'est un magnifique début pour le Cartel, une belle promesse pour l'avenir. Mais laissera-t-on à tous ces déments le temps d'achever leur œuvre de désagrégation morale et de ruine..." (15)

Herriot est régulièrement conspué par le journal qui le traite notamment de faux-monnayeur. Lorsque son deuxième ministère est renversé, le 23 juillet 1926, L'Action Patriotique exulte et se rallie au gouvernement d'Union Nationale de Raymond Poincaré, qu'elle va sans cesse soutenir jusqu'à sa disparition, en juillet 1929.

3. Un journal xénophobe et raciste

L'Action Patriotique est un périodique qui va se particulariser par des prises de position xénophobes et antisémites. La xénophobie va surtout concerner les Allemands établis sur la Côte d'Azur, en qui Giacobini voit des espions, et les réfugiés politiques italiens se livrant à des manifestations d'hostilité à l'égard de Mussolini. Le journal emploie fréquemment les termes de "métèque" et de "sans-patrie". Léon Blum, chef de file du Parti Socialiste, va être régulièrement outragé par Giacobini qui lui reproche, outre le fait d'être de gauche, d'avoir des origines juives : "...La finance internationale, la finance judéo-boche, a fait faire vendredi à la Chambre une ultime manœuvre par un de ses plus dévoués agents, le député juif Blum... La fille Blum est l'un des plus répugnants types du socialiste millionnaire..."(16)

C. Affaires locales.

1. Lutte contre les partis et la presse de gauche

Au niveau local, L'Action Patriotique va poursuivre sa lutte contre les partis et organisations de gauche, principalement le Parti Communiste, et la C.G.T. . Bien que le département des Alpes-Maritimes soit relativement modéré au point de vue politique, le rédacteur en chef du journal, Louis Santoni de Suzzoni, s'inquiète de la poussée de l'agitation bolcheviste. Il demande au préfet, Armand Bernard, de prendre des sanctions : "... Nice est devenue le foyer du bolchevisme. Des quatre coins de l'univers les semeurs de révolte se sont précipités sur notre ville..." (17)

Pour faire face à la poussée syndicale dans le département (133 syndicats en 1919 dans le département), le maire de Nice, Honoré Sauvan, crée l'Union Civique de Nice qui a pour mission d'assurer le bon fonctionnement de la vie économique de la ville, en cas de grève générale.

Le secrétaire départemental du Parti Communiste, le docteur Gillard, va être constamment désavoué par le journal durant les années 1921-1922. Marcel Boyer le définit comme étant "un être qui rêve de mettre le pays à feu et à sang..." (18)

Son successeur, Virgile Barel, n'est pas épargné : "...Barel, fougueux anti patriote, a détrôné le docteur Gillard de rocambolesque mémoire, et c'est à lui qu'ira le titre de commissaire du peuple, le soir ou le matin du chambarde ment général..." (19)

L'Action Patriotique dénonce également les agitateurs communistes italiens qui, ayant fui l'Italie Mussolinienne, se sont réfugiés à Nice.

Durant les années 1924-1928, le journal va s'opposer à deux journaux de la gauche radicale, Le Petit Niçois, et La France de Nice et du Sud-Est : "... Les Niçois n'aiment pas les mauvais Français, les agitateurs. Ils l'ont bien prouvé en 1913 en empêchant Jaurès l'illuminé de semer le mauvais grain parmi nous... Quant à La France et au Petit Niçois, les lecteurs, et surtout les électeurs, se souviendront au moment opportun que leurs colonnes demeurent ouvertes aux élucubrations des mauvais Français, des imbéciles, des fous..." (20)

Dans son combat contre les journaux hostiles à sa ligne de conduite, L'Action Patriotique n'oublie pas d'exalter le patriotisme des Niçois. Chaque année, les fêtes commémorant le 11 novembre 1918 sont décrites avec ferveur. Le Baron Dufort va notamment mener pendant des années une campagne en faveur de la construction d'un monument aux Morts à Nice. Il ne veut pas qu'il soit construit sur le "vilain" rocher de Rauba-Capeu, mais en face du Lycée, "car quel enseignement ce sera pour les élèves de notre école principale... Quelle leçon perpétuelle de patriotisme, de dévouement, et de bravoure..." (21)

2. Défense des intérêts de la ville de Nice

L'Action Patriotique se préoccupe assidûment de la gestion de la ville de Nice, dont elle défend toujours les intérêts. Giacobini souhaite que Nice devienne la plus belle cité de la Côte d'Azur, afin d'attirer le maximum de touristes. Le Baron Dufort pense que Nice a les moyens de devenir une station estivale : "Lorsqu'une ville possède, comme Nice, les attraits d'une température idéale, de grands boulevards larges et ombragés, une mer captivante, le

voisinage de hautes montagnes, elle peut s'offrir par surcroît le luxe d'une saison d'été et avoir la prétention de réussir..." (22). Les commerçants niçois sont soutenus face aux fournisseurs étrangers. Tout ce qui peut être bénéfique à Nice est défendu par le journal, qui se pose aussi défenseur des consommateurs contre les spéculateurs et les "faiseurs de vie chère".

En matière de mœurs, L'Action Patriotique adopte des prises de position très fermes. Il est partisan d'une politique nataliste : "Faites des enfants", et il condamne énergiquement l'avortement. Il dénonce le danger représenté par les narcotiques qui peuvent entraîner une dépendance. Il souhaite également que le vote soit rendu obligatoire. Le journal est donc partisan d'un certain ordre moral.

II. Les temps difficiles ; 1930 - février 1936.

La retraite de Poincaré, en juillet 1929, ne provoqua pas d'inquiétude parmi la population française, car il laissait à ses successeurs un régime stable. La politique de paix d'Aristide Briand semblait promettre une paix éternelle. Le désastre boursier du 25 octobre à Wall Street n'eut pas un grand impact sur l'opinion publique. Tout cela va être bouleversé à partir de 1932, date à laquelle la crise économique va toucher la France et entraîner une crise politique et morale qui va aboutir aux émeutes du 6 février 1934. L'Action Patriotique va connaître des difficultés financières durant cette période, et sa publication devient très irrégulière. Cependant, ses orientations resteront les mêmes et se radicaliseront jusqu'à sa disparition en février 1936.

A. Politique étrangère.

L'Action Patriotique reste un organe vigoureusement anti-allemand, quel que soit le régime en place outre-Rhin. A partir de 1930, elle va continuellement s'inquiéter des succès remportés par le Parti National Socialiste Allemand (Parti Nazi) d'Adolf Hitler. Le nationalisme revanchard du futur "Führer", désirant briser le "Diktat" de Versailles inquiète la rédaction du journal : "... Il faut souligner les dangers que fait courir à notre pays et à l'Europe le triomphal succès des racistes d'Adolf Hitler..." (23)

En contrepartie, les Fascistes sont bien considérés par le journal, qui approuve leur patriotisme et leur haine du communisme : "... En Italie, les porteurs de chemises noires rêvent pour leur Patrie plus de grandeur morale, plus de prestige aussi. Ils ont évité à leur pays les horreurs de la révolution bolcheviste..." (24). Giacobini est partisan d'une politique de paix et de coopération entre la France et l'Italie. Il fait également l'éloge de la politique économique et de l'urbanisme du régime fasciste.

L'Action Patriotique dénigre continuellement l'U.R.S.S. et son régime marxiste-leniniste. Elle reproche à la Russie Rouge de vouloir internationaliser la révolution et de soutenir les partis communistes occidentaux. Le secrétaire général du Parti Communiste Soviétique, Joseph Staline, est honni par le journal. André Stibio insiste sur la mégalomanie du "Petit Père des Peuples" : "... Pour nous, Staline c'est un héros de cauchemar de l'espèce la plus dangereuse, la plus hallucinante qui soit, celle des fous méthodiques et silencieux..." (25). Giacobini, pourtant fanatique de l'antigermanisme, résume la haine qu'il porte au régime de l'Union Soviétique en une seule phrase : "... L'Allemagne pourrait être encore notre adversaire. La Russie des Soviets ne sera jamais qu'une ennemie implacable et sournoise..." (26)

B. Politique intérieure.

Après la retraite de Poincaré, des cabinets modérés vont se succéder à un rythme rapide. Durant cette période transitoire de la vie politique française, L'Action Patriotique va faire preuve de modération, attendant le résultat des élections générales d'avril 1932. Elle soutient les candidats de la droite républicaine, et son slogan est : "Sus au Cartel". Cela n'empêcha pas la coalition des partis de gauche d'emporter 334 sièges, contre 259 à la droite. A la grande fureur de Giacobini, Herriot retrouve la présidence du Conseil. Il accuse le gouvernement de favoriser l'agitation communiste : "Nous voici en pleine abjection, en plein fumier communiste... Le Cartel y a puissamment contribué..." (27)

En janvier 1934, l'affaire Stavisky éclate comme une bombe, et une profonde crise morale affecte le pays. L'antiparlementarisme s'amplifie sous l'action des ligues d'extrême droite. L'Action Patriotique accuse les hommes du Cartel de complicité avec les financiers véreux et de cacher la vérité au pays. Le 6 février 1934, les membres des ligues et les anciens combattants manifestent place de la Concorde et marchent sur le Palais-Bourbon en hurlant : "A bas les voleurs". Dans la soirée, la manifestation se transforme en émeute, et les forces de l'ordre tirent sur la foule. On relèvera seize morts et un millier de blessés. L'Action Patriotique s'enflamme et titre : "Vive la France". Giacobini fait l'éloge des ligueurs et des anciens combattants, et prend à partie Frot et Daladier, les "fusilleurs" : "...Seize morts, plus de mille blessés... Un Président du Conseil félon, un ministre de l'Intérieur, hier encore affilié à la secte anarcho-communiste, ont commis ce crime..." (28)

Giacobini se lie de plus en plus avec Pierre Taittinger, et publie de nombreux articles du Chef des Jeunesses Patriotes. La franc-maçonnerie est violemment critiquée : "... La franc-maçonnerie, secte méprisable et criminelle dont la disparition serait un bienfait pour la France et l'Univers entier, a montré son vrai visage au cours de la scandaleuse affaire Stavisky..." (29)

Le journal s'assure la collaboration de Pierre Taittinger, Philippe Henriot, Georges Scapini... La direction de L'Action Patriotique va franchir le Rubicon le 1er octobre 1935, en faisant du journal "l'organe du Front National". Désormais, la direction politique est assurée par Pierre Taittinger. L'Action Patriotique, vieux périodique de la droite républicaine, devient l'organe • départemental des Jeunesses Patriotes, et de tous les groupements nationalistes des Alpes-Maritimes. Le 15 octobre 1935, Taittinger signe sa première déclaration : "... Nous nous plaisons à considérer comme amis tous ceux qui ont au cœur l'amour de la Patrie et qui sont fiers de leur titre de Français... Dans ce journal, nous entendons servir avec ardeur les grands principes d'ordre, d'autorité, de discipline. Nous entendons défendre les intérêts et le prestige de la France. Et autant nous serons accueillants et cordiaux pour tous ceux qui ne sont séparés de nous que par de rares nuances d'idées, autant nous combattons sans relâche les hommes du Front Commun et de la Révolution..." (30)

Giacobini s'efface de plus en plus derrière Taittinger, et son nom va disparaître progressivement des pages du journal. Chaque numéro s'accompagne désormais d'une devise : "Le communisme, c'est l'esclavage, le patriotisme, c'est la liberté." (30)

En vue des élections législatives de mai 1936, l'organe du Mouvement National Populaire se déchaîne contre le Front Populaire et ses leaders : "... Si, aux prochaines élections, les candidats du Rassemblement Populaire obtenaient la majorité, la France serait

livrée aux moscoutaires... Herriot est pire qu'un crétin...Herriot est un traître stupide et congénital qui pourrit tout ce qu'il touche..." (31).

C. Politique locale.

De 1930 jusqu'à sa disparition, L'Action Patriotique va mener une lutte sans merci contre Le Petit Niçois, tout en soutenant Jean Médecin.

Le Petit Niçois était dominé, au début des années trente, par la famille Donadei, et Mussolini était sans cesse fustigé par le rédacteur en chef, Eugène Curet, et des journalistes italiens exilés, notamment Campolonghi et Ciccotti. Pour Giacobini, se souvenant de l'action menée par La France de Nice et du Sud-Est à la fin des années vingt, il est clair que Le Petit Niçois veut pousser le Duce à déclarer la guerre à la France, tout en faisant le jeu de l'Allemagne. Marcel Boyer demande purement et simplement au Préfet des Alpes-Maritimes de suspendre la publication de "l'organe pacifiste et bassement démagogue" : "... Ce pauvre journal, dont la naïveté n'a d'égale que la mauvaise foi, est à l'affût de tout ce qui se débite dans les feuilles a chantage, payées pour combattre le fascisme et Mussolini, payées aussi pour faire le jeu de l'Allemagne..."(32)

L'avocat Henry Torrès devient la tête de turc du journal. Il représentait pour Giacobini le summum de l'incompétence et de la perversion politique. Le journal va se déchaîner contre lui, durant la campagne électorale des législatives de mai 1932. Son slogan est désormais : "Dans les Alpes-Maritimes, plus que jamais : sus à Torrès !"

Malgré cela, Torrès est élu, à la grande fureur de Giacobini. Jean Médecin, depuis son élection à la mairie de Nice en 1928, est toujours vanté par le journal qui voit en lui un administrateur remarquable. Pour les élections municipales du 5 mai 1935, L'Action Patriotique fait campagne pour le maire sortant. La liste du Parti Communiste de Barel est copieusement insultée : "Pour barrer la route aux partis de haine et de mort, il faut commencer par voter français, en renvoyant à l'hôtel de ville M. Jean Médecin et ses amis..." (33)

Conclusion.

Le 27 février 1936 paraît le dernier numéro de L'Action Patriotique de Nice et des Alpes-Maritimes (n° 1184). Les raisons de sa brutale disparition ne sont pas dévoilées par la rédaction du journal. Est-elle due à des problèmes financiers ? Giacobini s'est-il querellé avec Pierre Taittinger ? Quoi qu'il en soit, Xavier Giacobini, qui avait déjà fondé et dirigé Le Cyrano, ne va pas perdre de temps. Un mois après la disparition de L'Action Patriotique, il crée un nouveau journal ultra-réactionnaire, L'Union Nationale de Nice et des Alpes-Maritimes, qu'il administrera de main de maître jusqu'en 1943.

III. L'Union Nationale ; mars 1936-1939.

Le 26 mars 1936 paraît le premier numéro de L'Union Nationale de Nice et des Alpes-Maritimes. De nombreux patriotes et anciens combattants de Nice, déçus de la disparition de L'Action Patriotique, ont aidé financièrement Xavier Giacobini à créer son nouveau journal. L'Union Nationale reprend le style de l'ancienne Action Patriotique, tout en durcissant le ton à mesure qu'approche le second conflit mondial. La devise adoptée par le journal, qui se veut "l'organe régional des groupements nationaux", résume à elle seule les orientations qui seront suivies : "National et social. Pour le peuple, pour la paix, pour l'ordre. Contre le Front Commun et les sans-patrie."

A. L'Union Nationale face à la montée des périls

Xavier Giacobini dénonce les risques du pacte d'assistance mutuelle franco-soviétique, signé le 2 mai 1935 par Pierre Laval à Moscou. Même en septembre 1938, après l'Anschluss et en pleine crise tchécoslovaque, le directeur du journal ne croit pas en la possibilité d'une guerre, lancée par l'Allemagne et l'Italie. Toujours plein d'illusions et assuré de l'invincibilité de la "France de cent millions d'habitants allant de Dunkerque à Tamanrasset", il pense "qu'envoyer un ambassadeur à Rome déchirer le pacte honteux qui nous lie avec les bandits rouges du Kremlin, et la France est sauvée..." (34). Le journal suppose que la puissance militaire et le potentiel économique et humain des franco-britanniques auront raison de l'Allemagne en cas de conflit (grâce à l'apport des colonies).

Le 1er septembre 1939, les troupes allemandes pénètrent en Pologne. Le 3 septembre, la Grande-Bretagne et la France déclarent la guerre à l'Allemagne : "Le vampire teutonique a lancé ses armées à l'assaut de la civilisation mondiale. Il faut du sang, des dévastations, des larmes à cet être, digne successeur de Guillaume. Lui et la nation de proie qui le suit en aveugle devront disparaître. Aucune autre solution ne saurait être envisageable. Dieu lui-même exigerait qu'il en soit ainsi..." (35)

B. L'Union Nationale contre le front populaire

Durant la campagne pour les élections générales de mai 1936, L'Union Nationale mène une campagne en faveur des candidats de la droite nationale. Elle tente de persuader ses lecteurs qu'une série de malheurs va frapper le pays si le "Front Crapulaire" l'emporte. Quelques jours avant le premier tour du scrutin, un mot d'ordre anonyme, démagogique et alarmiste, synthétise toute la campagne électorale de la presse conservatrice : "Electeurs ! Si vous voulez la guerre, votez pour le Front Populaire. Si vous voulez la Révolution, votez pour le Front Populaire. Si vous voulez la paix, l'ordre, le retour au bien-être, votez pour les candidats nationaux." (36)

Le Front Populaire triomphe et enlève 376 sièges, contre 222 pour le centre et la droite. L'Union Nationale, fidèle à ses habitudes, énumère toutes les calamités qui attendent la France, maintenant que "le Front Commun est au pouvoir". Désormais, Léon Blum devient la cible privilégiée du journal, qui va multiplier les articles diffamatoires à son encontre. Une des premières actions du nouveau gouvernement fut de promulguer la loi du 18 juin 1936, qui ordonne la dissolution des ligues d'extrême droite. Cette mesure scandalise Xavier Giacobini : "... La dissolution de nos chères ligues constitue l'acte le plus ignominieux -le plus maladroit aussi- qu'un gouvernement sectaire, aux ordres de la FM Internationale et de Moscou, ait pu commettre..." (37)

Des le début de la Guerre d'Espagne, L'Union Nationale encourage énergiquement les insurgés nationalistes. Elle est opposée à toute aide en faveur des Républicains, qu'elle considère comme des "crapules rouges".

Le 11 décembre 1937, le journal devient "l'organe du Front de la Liberté", organisation fondée par le leader du P.P.F. Jacques Doriot. La "Cagoule", ensemble de sociétés secrètes, est bien considérée par le journal, qui approuve sa phobie des communistes, des juifs, et des francs-maçons.

A partir de 1938, L'Union Nationale va développer un antisémitisme frénétique. Giacobini vante les "mérites" de Louis Darquier de Pellepoix, fondateur du Rassemblement antijuif, et accuse les banquiers et les politiciens israélites de préparer un complot contre la nation française : "Electeurs ! Sachez une chose, c'est que les dirigeants de la juiverie internationale, parmi lesquels les Finaly, les Louis-Dreyfus, les Rothschild, ont entrepris de juguler la France en 1940..." (38)

Marcel Boyer se plaint de l'invasion étrangère" en France, qui héberge en 1938 environ 2 800 000 personnes.

Lorsque la France entre en guerre contre l'Allemagne, le journal préconise l'Union Sacrée, comme en août 1914. Néanmoins, il exige la dissolution du Parti Communiste qui refuse de condamner le pacte germano-soviétique, et lance une campagne contre la guerre impérialiste franco-britannique : "... Avec ce coup de poignard dans le dos, les communistes renouvellent la preuve qu'ils sont eux-mêmes exclus de la communauté française. Notre double mot d'ordre sera donc :

- interdiction définitive de L'Humanité,
- dissolution immédiate du Parti Communiste." (39).

Le 26 septembre 1939, un décret prononçait la dissolution du Parti Communiste, et la déchéance des députés de la IIIème Internationale fut votée à la Chambre. Le directeur de L'Union Nationale exulte lorsqu'il apprend la mise hors-la-loi des élus communistes : "Voici donc une cinquantaine de représentants du peuple en prison... On éprouve au regard de cette entreprise d'assainissement une impression de soulagement, de délivrance, de guérison. On dirait un asthmatique qui, sur le point de perdre le souffle, aspire soudain à pleins poumons..."(40)

C. Une lutte sans merci contre Virgile Barel

Dès son premier numéro qui coïncide avec le début de la campagne électorale des élections législatives d'avril 1936, L'Union Nationale va soutenir les candidats de la droite républicaine. Giacobini fait l'éloge des candidats nationaux. Il prend fait et cause pour Jean Médecin, Vidal-Revel, Léon Baréty, René Fayssat, et Jean Hennessy. Ses attaques les plus virulentes s'adressent aux candidats communistes. "Virgiloff Barelsky" et ses compagnons sont continuellement trainés dans la boue par le directeur du journal : "... Le communisme qui dirige le Front Populaire, est un danger immense. Il menace la religion, la liberté, la famille, la propriété, la paix intérieure et extérieure... Vous voterez contre lui en votant contre Torrès, Deudon, Barel, Laroche, Pruja, Robini, Pourtalet, et autres stipendiés du Front Commun et de Moscou..." (41)

Le Parti Communiste apparaît comme le vainqueur des élections dans le département des Alpes-Maritimes, avec le succès de Barel à Nice et de Pourtalet à Grasse. Mais Xavier Giacobini est un "battant" qui ne s'avoue jamais vaincu. En mai 1936, avec quelques amis, il fonde le Rassemblement National Corporatif et Social. Il s'agit d'un mouvement composé par les membres des divers groupements nationaux, et notamment ceux du Parti National Populaire, La Solidarité Française, L'Action Française, la Ligue des Patriotes... Son but principal est de lutter contre l'influence du Front Populaire dans le département des Alpes-Maritimes. Par manque de moyens financiers, le Rassemblement National sera dissout le 2 novembre 1937.

Le journal multiplie avant la guerre les articles consacrés aux mouvements nationalistes. Une rubrique intitulée : "Dans les groupements nationaux", informe régulièrement les lecteurs des activités locales du P.P.F., du P.S.F., de l'Action Française... Le 1er septembre 1939, l'ordre de mobilisation est affiché à Nice dès midi-trente. Surexcitée, mais pacifiste, L'Union Nationale demande la saisie du "Cri de haine", le journal du "sinistre Barel".

Epilogue : L'Union Nationale durant la Deuxième Guerre mondiale.

Lorsque l'armistice est signé avec l'Allemagne le 22 juin 1940, la France est coupée en deux. Nice fait partie de la zone dite libre, et est soumise à l'autorité du gouvernement de Vichy, présidé par le Maréchal Philippe Pétain. Xavier Giacobini se rallie au "sauveur de Verdun".

L'Union Nationale va développer un antisémitisme délirant. Giacobini affirme que les "Protocoles des Sages de Sion" sont véridiques. Devenu très anglophobe, le journal demande aux autorités de débaptiser la Promenade des Anglais. (42)

Le chef de la France Libre, le général De Gaulle, et le premier ministre britannique, Winston Churchill, sont outragés par le directeur du journal, qui s'engage de plus en plus dans la voie de la collaboration. Durant l'année 1943, L'Union Nationale va encore durcir ses positions. Des articles de Paul Creyssel (directeur de la propagande du gouvernement de Vichy) vont alterner avec des reproductions de discours du Gauleiter Sauckel.

Le journal va connaître au début de l'année 1944 de profonds bouleversements. En effet, Giacobini va laisser sa place à Paul Marc-Rico à la tête du journal, sans aucune explication. Réduisant son format, il va continuer de prôner une politique ultra-

collaborationniste et pro-allemande. Le 15 août 1944, les troupes alliées débarquent en Provence et forcent les Allemands à se replier. Le soir du 28 août, après de brefs mais violents combats, Nice était libérée. Entre temps, le jeudi 10 août 1944, paraissait le dernier numéro de L'Union Nationale (n° 1351).

A la libération, les journaux coupables de collaboration furent interdits. L'Union Nationale fut frappée par cette mesure.

CONCLUSION.

Que de chemin parcouru par L'Action Patriotique depuis quarante ans. Cet itinéraire riche en péripéties a conduit cet organe de combat du nationalisme au fascisme, comme d'ailleurs beaucoup de journaux français de droite (L'Intransigeant, L'Action Française, Candide, Gringoire, Je Suis Partout...).

Pourtant, après la Première Guerre mondiale, L'Action Patriotique va suivre la politique préconisée par les ténors de la droite républicaine, et sera proche de la Fédération Républicaine et du Parti Républicain Démocratique et Social. Ce n'est qu'à partir des années trente, avec la crise politico-économique, qu'elle va radicaliser ses positions, sous l'influence des liges nationalistes.

L'Union Nationale, quant à elle, s'alignera à partir de 1936, sur les thèses doriotistes, développant notamment un antisémitisme agressif. Cette évolution est typique d'une certaine droite française. Néanmoins, avant la guerre, L'Union

Nationale ne peut être qualifiée de fasciste, ne remettant pas en cause le régime parlementaire, même si elle demande des hommes à "poigne", et l'ordre économique établi. Il s'agit d'un journal ultra-réactionnaire, nationaliste à l'extrême, vigoureusement anti-communiste, très anti-allemand, antisémite et munichois. La haine des Juifs est plus de circonstance, par sympathie vis-à-vis du P.P.F. de Doriot, que réelle.

Ralliée au Maréchal Pétain et à la collaboration, elle deviendra ensuite farouchement pro-allemande, et favorable à l'Ordre Nouveau National Socialiste. Cela aboutira à sa disparition une fois la paix retrouvée. Une question reste à poser : Giacobini trahit-il le nationalisme en subissant la séduction fasciste ? Non, ce ne sont que les circonstances et les réalités de la guerre qui l'y ont conduit.

NOTES

- (1) L'Union Nationale, n° 73, 1er mars 1939.
- (2) L'Union Nationale, n° 74, 17 mars 1939.
- (3) L'Action Patriotique, dimanche 20 avril 1919, n° 601.
- (4) L'Action Patriotique, 1er juillet 1919, n° 605.
- (5) L'Action Patriotique, 23 janvier 1923, n° 886.
- (6) L'Action Patriotique, 10 janvier 1921, n° 811.
- (7) L'Action Patriotique, 20 février 1921, n° 816.
- (8) L'Action Patriotique, 1er décembre 1922, n° 880.
- (9) L'Action Patriotique, 30 avril 1920, n° 698.
- (10) L'Action Patriotique, 20 novembre 1920, n° 806.
- (11) L'Action Patriotique, 10 mars 1921, n° 818.
- (12) L'Action Patriotique, 18 juin 1922, n° 872.
- (13) L'Action Patriotique, 11 mai 1924, n° 928.
- (14) L'Action Patriotique, 24 mai 1924, n° 929.
- (15) L'Action Patriotique, 23 novembre 1924, n° 943.
- (16) L'Action Patriotique, 1er janvier 1924, n° 915.
- (17) L'Action Patriotique, 13 juillet 1919, n° 606.
- (18) L'Action Patriotique, 10 avril 1921, n° 821.
- (19) L'Action Patriotique, lundi 30 octobre 1922, n° 878.
- (20) L'Action Patriotique, 20 juin 1926, n° 990.
- (21) L'Action Patriotique, 8 janvier 1922, n° 857.
- (22) L'Action Patriotique, 8 juillet 1923, n° 900.
- (23) L'Action Patriotique, 5 octobre 1930, n° 1093.
- (24) L'Action Patriotique, 23 octobre 1930, n° 1094.
- (25) L'Action Patriotique, 14 juillet 1932, n° 1127.
- (26) L'Action Patriotique, 7 décembre 1935, n° 1174.
- (27) L'Action Patriotique, le 23 avril 1933, n° 1138.
- (28) L'Action Patriotique, 18 février 1934, n° 1148.
- (29) L'Action Patriotique, 23 mai 1934, n° 1151.
- (30) L'Action Patriotique, 15 octobre 1935, n° 1168.
- (31) L'Action Patriotique, 2 novembre 1935, n° 1169.
- (32) L'Action Patriotique, 23 octobre 1930, n° 1094.
- (33) L'Action Patriotique, 28 avril 1935, n° 1163.
- (34) L'Union Nationale, 9 septembre 1938, n° 52.
- (35) L'Union Nationale, 10 septembre 1939, n° 1268.
- (36) L'Union Nationale, 12 mai 1936, n° 7.
- (37) L'Union Nationale, 26 juin 1936, n° 10.
- (38) L'Union Nationale, 17 mars 1939, n° 74.
- (39) L'Union Nationale, 10 septembre 1939, n° 1268.
- (40) L'Union Nationale, 1er décembre 1939, n° 1270.
- (41) L'Union Nationale, 18 avril 1936, n° 4.
- (42) L'Union Nationale, 15 août 1941, n° 1288.

**LE PARTI COMMUNISTE DANS
LES ALPES-MARITIMES
1920-1939**

par Jean-Rémy BEZIAS

**Résumé du mémoire de maîtrise préparé sous la direction de M. R.
SCHOR**

A mesure que passent les années, et qu'elles nous éloignent d'un passé aujourd'hui cinquantenaire, l'ouverture régulière de nouveaux dossiers d'archives et le recul du temps donnent à l'historien une occasion supplémentaire d'entamer des recherches sérieuses sur la période des années vingt et des années trente, et particulièrement sur cette histoire politique dont, pourtant, l'historiographie contemporaine est déjà remplie. Dans ces conditions, l'une des voies les plus fructueuses de la recherche, au niveau étudiant, semble résider dans l'élaboration de monographies locales s'appuyant sur une documentation n'ayant pas encore rencontré celui qui la dépouillera.

Telle fut l'une de nos bases de travail lorsque nous entreprîmes d'étudier les vingt premières années du Parti communiste, parti controversé s'il en est, dans les Alpes-Maritimes, en utilisant, entre autres sources, les rapports de police contenus dans le fonds d'archives du cabinet du préfet, non exploré alors (1).

Ce sujet, à priori incongru, sur une terre de tourisme raffiné et de modérantisme politique ancré dans la tradition, nous permit d'essayer de mettre un peu mieux en lumière l'une des clés de l'histoire politique des Alpes-Maritimes : les débuts et la montée en puissance d'une formation' appelée à incarner, des décennies durant, la principale opposition à la majorité modérée de droite, prenant place parmi les composantes d'un "Midi rouge" aujourd'hui bien ébranlé.

I - LES DEBUTS ; CONTINUITÉ ET RUPTURE

Le P.C.F. de 1920 était issu du Parti socialiste unifié, né en 1904. Dans les Alpes-Maritimes, la filiation fut la même. Il est donc nécessaire de commencer cette étude par une brève présentation de ce qui fut à l'origine du Parti communiste local.

A - Le socialisme dans les Alpes-Maritimes avant le Parti communiste

Au cours de la période qui s'étend des années 1880 jusqu'à 1914, les deux principales caractéristiques des tentatives socialistes dans ce département furent l'origine étrangère de leurs auteurs et leur manque d'impact sur la population. Après les vains essais du baron balte F. von Stackelberg, c'est un avocat parisien, Louis Maffert, qui, en 1906, lança la Fédération socialiste des Alpes-Maritimes, rattachée au P.S.U. En ce début de XXe siècle, les socialistes du département se localisaient avant tout dans le sud et le sud-ouest de l'arrondissement de Grasse, la partie provençale des Alpes-Maritimes, à tradition "progressiste", alors que leur activité était quasiment nulle dans l'ancien Comté.

Tant par les résultats électoraux que par le nombre de ses adhérents, le P.S.U. n'exerçait aucune influence notable sur la vie politique locale.

Mais la guerre, la révolution russe, le contexte général de l'immédiat après guerre modifièrent quelque peu cette situation.

Dans tout le pays, à partir de 1919, les effectifs du Parti socialiste s'accrurent fortement. Cette fois-ci, les Alpes-Maritimes se trouvaient en accord avec la tendance nationale : 312 adhérents à la Fédération en 1919, 810 en 1920. Le 16 novembre 1919, avec 9,6 % des inscrits lors des élections législatives, la liste socialiste, malgré le triomphe du Bloc national, parvenait à un niveau jamais atteint dans le département.

Mais la grande question était celle de l'attitude à adopter face à la révolution russe : comme partout ailleurs, la position des socialistes de la Côte d'Azur ne fut pas bien définie, jusqu'à la fin de 1919. En février 1920, cependant, la victoire des révolutionnaires se trouvait déjà acquise (congrès fédéral de Cagnes) et en décembre 1920 la Fédération des Alpes-Maritimes, non représentée personnellement au congrès de Tours, attribua 10 de ses 12 mandats (83 %) à la motion Cachin-Frossard, favorable à l'adhésion à l'Internationale communiste. En faveur de cette dernière, le rapport des forces était, dans le congrès, d'environ 3 contre 1, mais il s'élevait à 6 contre 1 dans les Alpes-Maritimes.

B - La Fédération communiste, héritière de la Fédération socialiste (décembre 1920-1923)

Durant les trois premières années de son existence, le Parti communiste local vécut de l'héritage socialiste, mais celui-ci fut loin de rester intact.

1 - Présence et appauvrissement de l'héritage socialiste (1921-1922)

Les hasards de la documentation veulent que, sur 3 plans différents, il nous soit permis d'appréhender l'évolution de la Fédération dans les 2 premières années qui suivirent la scission : ses effectifs, ses rapports avec les syndicats, et ses relations avec les anciens combattants.

Ce n'est qu'au 1er octobre 1921 que la scission fit sentir ses conséquences sur les effectifs de la Fédération communiste : à cette date, seulement 67 % de l'effectif de 1920 (550 membres) demeurait au Parti dans les Alpes-Maritimes. Les révolutionnaires les plus ardents se retrouvaient, semble-t-il, seuls entre eux ; quant aux éléments plus "modérés", ils avaient dû s'éclipser, car on en revenait au clivage du début de 1920 (2/3 contre 1/3).

Au 31 juillet 1922, le Parti ne conservait plus que 45 % de son effectif de 1920 (365 membres), taux qui correspondait à la moyenne nationale : l'explication en est le reflux révolutionnaire qui se manifestait alors en Europe.

Si le nombre des adhérents avait baissé, en revanche, leur distribution dans l'espace suivait les mêmes règles qu'avant la guerre et la scission : faiblesse persistante dans l'ancien Comté (133 membres en décembre 1922), vitalité plus affirmée dans l'arrondissement de Grasse (220 membres, dont 78 à Cannes).

A la faveur des vagues de grève qui, depuis 1919, perturbaient la vie économique et sociale du département, les communistes, à la suite des socialistes, marquèrent quelques points en s'assurant dans les organisations ouvrières de la C.G.T. une influence non négligeable. Certes, en 1920, la majorité syndicale se rangeait encore dans le camp des réformistes, mais lors du congrès de la C.G.T. à Lille, en juillet 1921, contre la majorité nationale rassemblée derrière L. Jouhaux, les Alpes-Maritimes se déclarèrent à 48 % en faveur de l'affiliation à l'Internationale syndicale rouge (41 % contre). On n'en conclura pas pour autant que, dès juillet 1921, les ouvriers syndiqués du département avaient basculé du côté communiste car les "scissionnaires" qui, en 1922, formèrent la C.G.T.U. n'étaient pas tous communistes, et, d'autre part, la représentativité absolue des mandats utilisés à Lille par les Alpes-Maritimes n'était pas assurée. Retenons cependant, et cela était important pour l'avenir à court terme, qu'en 1921, les "cegétistes" les plus radicaux l'avaient emporté,

profitant probablement d'une décrue syndicale qui, en 1920, avait pu éloigner des organisations ouvrières leurs membres les moins combattifs.

Une fois la guerre terminée, partout écloront des groupements rassemblant ceux qui avaient survécu. Les anciens combattants se regroupaient, souvent par affinités politiques. Dans les Alpes-Maritimes, l'Association des Libérés de la grande guerre, fondée en 1919 et orientée politiquement à gauche, servit de précieux point d'appui aux socialistes puis aux communistes, à tel point qu'aux élections cantonales de mai 1922, le P.C. et les Libérés soutinrent de concert les candidatures symboliques de Marty et Badina, les mutins de la mer noire.

Cette situation ne dura guère : 1923 fut l'année où, dans les Alpes-Maritimes comme ailleurs, le Parti communiste commença à couper les ponts avec ce qui le reliait au socialisme d'avant Tours.

2 - 1923 : la liquidation de l'héritage

Contraint de choisir entre son appartenance aux Loges maçonniques et son adhésion au Parti communiste, le secrétaire général Frossard démissionne au début de 1923. 1923 fut aussi l'année au cours de laquelle les communistes prirent le dessus sur leurs adversaires, dans les syndicats C.G.T.U. et dans l'Association républicaine des anciens combattants. Cette dernière, en raison du tournant qu'elle avait pris, perdit la majeure partie de ses adhérents dans le département après que les Libérés, en octobre 1923, aient décidé de s'en désaffilier, au terme d'une rude empoignade entre le communiste Barel et l'anticommuniste Bacchialoni.

Plus importantes encore furent les conséquences de la "communisation" de la C.G.T.U., en sens inverse. Depuis le début de 1923, les communistes semblaient s'employer à ranimer dans le département les syndicats léthargiques. Au mois d'octobre, très certainement majoritaire en son sein, ils mirent la main sur l'Union départementale, en amenant leurs opposants (anarcho-syndicalistes ?) à se démettre de leurs fonctions. Le nouveau secrétaire général, un ouvrier cannois des P.T.T., Giuge, était communiste, de même que tous ses collègues du bureau, dont l'instituteur Virgile Barel. Un mois plus tard, le même scénario propulsa les léninistes à la tête de la confédération unitaire.

En face, les réformistes locaux se trouvaient frappés d'impuissance, et ils n'étaient pas encore parvenus au bout de leur chute, flagrante depuis 1921.

II - UNE PROGRESSION ENTRE PARENTHÈSES (1924-1925)

A - L'agitation sociale

Tentatives de reconstitution de syndicats, élaboration de cahiers de revendications, mainmise sur les syndicats unitaires : l'activité déployée par les communistes en 1923 se prolongea et déboucha, l'année suivante, sur un regain d'agitation sociale dans les Alpes-Maritimes. A Menton, Nice, Contes, sur les chantiers de la ligne ferroviaire Nice-Coni, la propagande communiste, ou du moins unitaire, trouva des adeptes en nombre croissant : de 100 adhérents au début de l'année, le syndicat du bâtiment de Nice passa à 3000 en septembre (2).

Profitant de cette vague montante, les unitaires-communistes enfoncèrent un peu plus encore les réformistes en leur arrachant leur dernier "bastion", la Bourse du travail de Nice, dont le secrétariat, détenu jusque là par le "traditionaliste" Léon Morel, fut attribué à Louis Casteu, communiste ou crypto-communiste selon les sources (mars 1925). Dans le même temps, Nice se voyait désormais consacrée comme principal centre d'activité syndicale communiste, à la place de Cannes.

Les grèves n'avaient pas tardé à éclater, surtout à partir du milieu de 1924, et principalement dans les secteurs du bâtiment et de la métallurgie ; les membres du bureau fédéral du P.C. s'y distinguaient particulièrement. Pourtant, l'effervescence fut de courte durée, et dès 1925 l'ordre revint. De cette retombée de la fièvre, l'explication était claire : le mouvement s'était appuyé essentiellement sur les travailleurs italiens, le "prolétariat" de la Côte d'Azur, chez qui le Parti et son syndicat avaient trouvé des auditeurs attentifs ; il suffit que les autorités prennent des mesures d'expulsion (fin 1924-début 1925) à l'égard des principaux "meneurs" pour que revienne un calme social relatif et que les cellules communistes commencent à se vider de leurs éléments étrangers.

Quant aux Français, restaient-ils, de leur côté, insensibles aux efforts du Parti dans leur direction ? Des éléments de réponse furent rapidement apportés par les scrutins politiques.

B - Les élections : des résultats ambigus

1 - Les élections législatives du 11 mai 1924

Les communistes n'avaient évidemment aucune chance de voir l'un d'eux accéder à la députation, même si 1919 avait marqué un progrès des socialistes encore unifiés. Le seul intérêt du scrutin législatif de 1924, en ce qui les concernait, résidait précisément dans la comparaison avec les élections de 1919 : y aurait-il nouveau gain, ou recul ?

Au terme d'une campagne très tendue, au cours de laquelle les deux quotidiens locaux, l'Eclaireur (conservateur) et le Petit Niçois (radical) s'étaient mutuellement accusés de connivence avec le Parti communiste, celui-ci recueillit 8 % des voix des inscrits, Barel étant sa tête de liste. Ce résultat, à priori honorable (86 % des voix conservées par rapport à 1919), était en fait bien ambigu car la S.F.I.O., squelettique dans les Alpes-Maritimes, était absente du scrutin et, plutôt que de voter pour la liste radicale de Jean Ossola, une partie de ses électeurs potentiels s'était tournée vers l'autre parti d'extrême gauche.

Sur le plan géographique, la situation électorale n'avait pas fondamentalement évolué d'une élection à l'autre. En dépit d'un recul (11,1 % au lieu de 13,7 %), l'arrondissement de Grasse demeurait, conformément à l'implantation primitive, le principal pourvoyeur de suffrages, surtout en son extrême sud-ouest, dans les cantons de Cannes à Antibes (30,3 % dans la ville ouvrière de Vallauris), et aussi chez les petits propriétaires ruraux du canton de Saint-Vallier (frontalier du Var). La présence sur la liste du Bloc ouvrier-paysan d'un agriculteur, Angelin Raybaud, paya aussi ailleurs, comme en témoignèrent les spectaculaires 29,7% obtenus dans le canton de Puget-Théniers. Dans la ville de Nice, la répartition des suffrages communistes prenait une forme qui, dans l'avenir, n'était pas appelée à être profondément modifiée : la primauté des cantons de l'est, populaires, s'y faisait déjà sentir.

Ces résultats étaient incertains en raison de l'absence des socialistes ; les élections municipales de l'année suivante montrèrent à l'évidence que le Parti communiste ne pouvait, dans l'immédiat, prétendre à jouer un rôle de premier plan.

2- Les élections municipales des 3 et 10 mai 1925 : l'échec

En 1925, le contexte avait changé : les foyers allumés en 1924 avaient été promptement maîtrisés par les autorités, et le Parti rechuta.

Cette conjoncture défavorable, ajoutée aux difficultés de la campagne électorale (5 listes complètes pour un total de 130 communes), se traduisit par une série de revers cuisants : à Antibes, à Nice, plus de 50 % de ses électeurs d(c) 1924 abandonnèrent le Parti communiste, qui dut, en outre, se résigner à ne pas conquérir la mairie de Vallauris, en principe à sa portée.

Cette impuissance à percer dans les élections municipales contribuait à bloquer le Parti dans ses possibilités d'implantation : sans élus locaux, il lui était difficile de s'enraciner solidement. De plus, ses propres électeurs ne lui facilitèrent pas la tâche en portant leurs suffrages sur des listes modérées de droite ou de gauche, soit totalement, soit par l'intermédiaire du panachage (3). Visiblement, une certaine forme de clientélisme avait tendance à prendre le pas sur une "conscience de classe" encore toute théorique.

Enfin, les déboires électoraux de 1925 furent probablement la manifestation des traumatismes engendrés par la transformation du P.C.F. en parti de type léniniste, à partir de l'automne 1924.

C - La vie intérieure

1 - L'organisation

Conformément aux directives de Moscou, la Fédération communiste (environ 500 adhérents), lors de son congrès de septembre 1924 à Nice, entreprit consciencieusement sa réorganisation sur la base des cellules, regroupées en 4 "rayons" géographiques (Nice, Menton, Cannes, Antibes). On ne peut autrement qu'à tâtons glaner quelques renseignements sur la mise en place de cette première véritable armature du Parti. Le seul fait certain, en définitive, est le caractère "globalement négatif" de cette restructuration : Barel confie lui-même dans ses mémoires que, devant les difficultés, il dut rapidement ramener le nombre des cellules mentonnaises de 7 à 2. Il est vrai que les expulsions d'Italiens atteignaient parfaitement leur objectif en faisant fondre les effectifs.

Quant aux hommes, une première approche de leur physionomie nous est fournie par les listes de candidats aux élections municipales : en 1925, le militant communiste des Alpes-Maritimes était un ouvrier (41,2 %), du bâtiment de préférence, plutôt qu'un employé (22,5 %), des P.T.T. par exemple, et il était jeune (67,1 % avaient entre 25 et 39 ans). Cependant, à Nice, les employés l'emportaient en nombre sur les ouvriers.

L'année 1924 avait bien été celle d'une progression entre parenthèses, réduite à néant dès 1925, et qui fit place, en 1926, à un long engourdissement.

III - DECLIN ET MARASME (1926-1933)

A - L'intérieur du Parti

1 - Direction et organisation : vue d'ensemble

Grâce à une remarquable série de rapports de police détaillés, c'est durant la période où le Parti communiste atteignit ses plus basses eaux que sa vie intérieure nous est le mieux connue : paradoxalement, cette poignée d'obscurs agitateurs ignorés de leurs contemporains (sauf des policiers) ne nous apparaîtra jamais éclairée d'une lumière aussi vive qu'en ces temps où les arrières-salles de cafés constituaient le décor familier de ses conciliabules.

Ce n'est qu'en 1927 que se termina la réorganisation : le département, devenu simple "rayon" se trouva alors rattaché à la Région marseillaise. Exceptées 2 périodes mal définies (1928 et 1931), le même homme assura la direction du Rayon : V. Barel, dont les retours successifs à la tête de l'organisation soulignèrent crûment la pauvreté de l'appareil en militants capables de le diriger.

La machine tourna, à vide pourrait-on dire, avec une quinzaine de responsables regroupés au sein du comité de rayon, y occupant les postes par rotation, peut-être par désir d'acquérir des compétences diversifiées, mais plus sûrement en raison de l'inefficacité chronique qui frappait leurs activités.

Baisse des effectifs, manifestations de rues anémiques, non-application des directives, déficit de la trésorerie : tels étaient les principaux sujets de conversation à chaque réunion. C'est en 1930 que le Rayon des Alpes-Maritimes parvint à son plus bas niveau d'influence.

2 - Cellules et effectifs

Toujours grâce à des sources policières nombreuses et de premier ordre, les échelons de base de la hiérarchie, les cellules, peuvent faire l'objet d'une étude poussée, ainsi que les effectifs. Dans ce dernier domaine, le fait marquant, en 1928, fut la supériorité acquise, pour la première fois depuis 1906, par l'arrondissement de Nice sur celui de Grasse : 266 membres dans le premier, 186 dans le second, et Nice, avec 15 cellules sur un total de 33 l'emportait sur Cannes (4) ; la supériorité cannoise, due au bénéfice de l'antériorité, était définitivement révolue.

Toutefois, un léger accident survint dans ce processus inévitable lorsque, en 1930, la désertion accentuée des Italiens provoqua une hémorragie spectaculaire à Nice. Du reste, le déclin était général, puisque le Rayon ne comptait plus que 258 adhérents, répartis en 21 cellules. Le marasme se prolongea jusqu'en 1933, sans s'aggraver cependant.

3 - Militants niçois en 1929

L'exploitation de la liste des adhérents niçois de l'Association des amis de l'U.R.S.S. pour 1929 semble confirmer la tendance de 1925 (5) : à Nice, le Parti communiste drainait une clientèle plus nombreuse chez les salariés du secteur tertiaire que chez ceux du secteur secondaire (42,8 % d'employés, 35,6 % d'ouvriers). 45,8 % des militants communistes

avaient, à Nice, moins de 30 ans ; la principale conséquence en était sans doute le manque de cadres qui frappait le Rayon des Alpes-Maritimes en ces années.

B - Les "couronnes extérieures"

1 - La presse : d'échec en échec

A l'image de la direction du Rayon qui, durant des années tourna en rond sans parvenir à extirper le Parti de sa léthargie, la presse communiste locale se trouvait entraînée dans un cycle inéluctable qui, à chaque lancement de journal faisait succéder, à intervalle variable, son naufrage.

La persévérance étant, dans ces conditions, la principale qualité requise, les initiatives provinrent, jusqu'en 1933, des militants les plus irréductibles ; le hasard voulut que ceux-ci se localisassent à Menton, autour des instituteurs Barel et Spinelli. Ils mirent à flot le Bastion (1927-1928), le Bloc ouvrier et paysan (1928), Rouge-Midi (1930-1932), feuilles d'un tirage confidentiel et d'une lecture fastidieuse. Faute de s'intéresser davantage à la vie d'un département qui les ignorait, les rédacteurs en étaient réduits à collationner des articles le plus souvent théoriques et abstraits.

Ces défauts s'atténuèrent pourtant avec Rouge-Midi et surtout avec la Barricade (avril-juin 1933), bimensuel mieux conçu, plus riche, rédigé à Nice, et qui clôtura définitivement la "période mentonnaise". Les communistes commençaient enfin à comprendre que, pour intéresser les lecteurs, il convenait de les entretenir de l'actualité locale.

2 - Les élections : une figuration sans conviction

En cette période d'isolement extrême et de "gesticulation gauchiste" (6), les élections ne constituaient pas forcément la principale des préoccupations : cela était vrai à l'échelon national, et cela le fut peut-être encore davantage dans les Alpes-Maritimes, où la négligence en ce domaine fut souvent insigne.

Lors de la campagne électorale de 1928, le Rayon des Alpes-Maritimes ne tint apparemment aucun compte des directives de la Région qui l'invitaient à mettre un point un programme local, et il appliqua pour le moins sans nuance la tactique dite "classe contre classe", déjà sectaire en elle-même, se donnant ainsi une orientation résolument gauchiste.

Echec patent en 1928, où Barel, dans la circonscription de Cannes-Antibes, vit une partie de ses électeurs voter au second tour pour le maire de Cannes. La tactique "classe contre classe" ne réussit pas mieux au scrutin suivant, en 1932, même si, fait rarissime, le socialiste Gazeilles se désista, dans cette même circonscription, en faveur du communiste Franceschi.

Au demeurant, et en dehors des considérations tactiques, l'intérêt premier de ces scrutins fut la confrontation entre socialistes et communistes, celle qui n'avait pu avoir lieu en 1924. La S.F.I.O., en cours de redressement, n'eut guère de peine, en 1928, à faire jeu égal avec un Parti communiste qui entamait son hibernation. Dans l'arrondissement de Grasse, la tradition radicale joua en faveur des socialistes (Garino et Guillemain), qui y débordèrent les communistes (Barel et Spinelli). Si, dans le Comté de Nice, les frères ennemis furent plus

solidaires, ce fut seulement dans la médiocrité, et leurs candidats y passèrent totalement inaperçus.

Globalement, néanmoins, les socialistes étaient parvenus à émerger, mais ce fut pour mieux replonger quatre ans plus tard, chance historique pour les communistes, qui se trouvèrent débarrassés de toute concurrence sérieuse à l'extrême gauche. En effet, si 1932 marqua un nouveau recul du Parti communiste dans le département (3,7 % des inscrits contre 4,2 % en 1928), les socialistes (pourtant en progrès dans le pays) enregistrèrent un échec plus que compromettant pour l'avenir (1,5 % des inscrits).

Pour résumer il convient de signaler que l'effondrement de la S.F.I.O. profita davantage aux candidats de centre-gauche (élections de Paul Deudon et Henry Torrès) qu'au Parti communiste qui, dans les 3^e et 4^e circonscriptions de Nice fut victime du même phénomène. Mais ailleurs le P.C. se tira mieux d'affaire, en progressant à Nice I (6 % des voix pour Défaut) par exemple. En outre, la physionomie du scrutin dans la circonscription de Cannes-Antibes amène une remarque d'importance : pour la première fois un candidat communiste (E. Franceschi en l'occurrence) conserva sensiblement le même nombre de voix d'un tour à l'autre ; son électorat s'était donc montré plus discipliné qu'auparavant.

Certes, l'influence du Parti communiste était toujours nulle, mais en certains endroits le déclin électoral subissait un coup d'arrêt et surtout, la S.F.I.O. était exsangue : l'avantage pris s'avéra décisif par la suite.

C - L'effritement des syndicats unitaires

1 - Première phase (1926-1929)

A partir de 1926, dans un contexte général défavorable à la C.G.T.U., les syndicats unitaires des Alpes-Maritimes, à l'image du Rayon communiste, commencèrent la traversée d'une longue période d'infortune.

Parallèlement à la réorganisation du Parti, la structure de la C.G.T.U. avait été modifiée : à partir de 1927, les unions locales unitaires des Alpes-Maritimes dépendirent de Toulon, siège de l'Union régionale, ce dont souffrit peut-être la coordination avec le Parti.

Au niveau local, la volonté de coordination fut effective et rarement mise en question ; grâce au gain du secrétariat de la Bourse du travail de Nice, le Parti pouvait, lorsqu'il le désirait, utiliser des locaux pour son propre compte. La baisse de leurs effectifs amena sans doute les deux organisations à se rapprocher encore davantage. Mais à la base il n'en était pas de même : il n'existait aucune concordance entre l'importance des cellules d'entreprise et celle des syndicats correspondants (à Nice, en 1928, environ 230 adhérents au syndicat unitaire des P.T.T., mais un seul à la cellule communiste des P.T.T.) (7). En revanche, conformément à la sociologie du Parti niçois, les points forts de la C.G.T.U. à Nice se situaient parmi les agents des services publics et concédés (cheminots, enseignement, gaz, P.T.T., eaux).

En face, les confédérés, appuyés par les socialistes, relevaient la tête (pour des raisons difficiles à cerner) et, devant cette situation nouvelle, les unitaires en perte de vitesse (1800 adhérents à Nice en 1928, 1400 en 1930) se recroquevillèrent encore plus sur eux-mêmes.

2 - Deuxième phase (1930-1933)

Cette phase fut celle de l'isolement : les unitaires s'y enfermèrent en créant, en juin 1930, leur propre cartel des services publics et concédés, se séparant ainsi des autonomes et des réformistes. Ces derniers, forts de leurs progrès, n'eurent plus qu'une idée : évincer les unitaires, et donc les communistes, du secrétariat de la Bourse du travail de Nice, que ceux-ci contrôlaient depuis 1925.

La situation était sans espoir pour l'Union locale unitaire qui, en 1931, se trouvait réduite à 1100 adhérents, contre près de 4000 aux confédérés et autonomes : au prochain renouvellement du secrétaire, ils seraient battus. Leurs efforts aboutirent à retarder l'échéance, mais non à éviter l'irréversible : en juin 1933, avec l'appui tacite de Jean Médecin, le confédéré Marion fut élu secrétaire permanent.

Echec syndical et échec politique allaient de paire : jamais le Parti ne fut plus faible qu'entre 1930 et 1933. Toutefois, du côté syndical, une ébauche d'unité d'action se manifesta en 1933 chez les fonctionnaires ; le Front populaire n'était plus très loin.

IV - L'APPARITION D'UNE NOUVELLE FORCE POLITIQUE LOCALE (1934-1939)

A - L'émergence (1934-1935)

Réduits à 300 adhérents dans le département depuis 1931, écartés de la gestion de la Bourse du travail de Nice, les communistes se trouvaient, au début de 1934, dans une situation toujours aussi délicate. Cependant, la tension politique suscitée par les événements nationaux et internationaux finit par leur profiter, alors que la situation économique se dégradait et qu'ils avaient à leur disposition un instrument nouveau, la Région du sud-est.

1 - La nouvelle Région du sud-est

Composée des Alpes-Maritimes et des Basses-Alpes, la Région du sud-est naquit probablement au milieu de 1933 ; sa création était le résultat de la recherche à tâtons d'une plus grande efficacité, en l'absence persistante de "décollage", et non d'un dynamisme local particulier (mais le rôle de Barel dans cette création fut sans doute important). De son côté, la C.G.T.U. procédait à une identique rectification de son organisation locale (février 1934).

Avant que le 6 février 1934 ne donne l'occasion à la gauche française de resserrer ses rangs, Nice avait été le théâtre, le 29 janvier, d'une manifestation syndicale qui, suivie d'affrontements avec la police, fut présentée par les communistes comme une manifestation antifasciste, ce qu'elle n'était pas à l'origine. Ce climat fit dire plus tard à Barel que les Alpes-Maritimes avaient été à la pointe de l'unité d'action socialiste-communiste dans le pays, et qu'un pacte dans ce sens avait été signé le 19 février à Nice. En fait, il ne s'agissait que d'un accord de "front unique" qui, du reste, n'empêcha pas, dans les semaines suivantes, les polémiques entre les deux partis ; le 23 mai, par exemple, un tract distribué par le Rayon de Nice dénonçait la "démagogie socialiste".

En conséquence, l'unité d'action, dans les Alpes-Maritimes, ne devint solide qu'après la signature du pacte national, le 27 juillet. A partir de là, les communistes se montrèrent plus unitaires que quiconque, dans leurs rapports avec les socialistes, mais aussi, à partir de l'été

1935, avec les représentants de la nuance radicale, naguère honnis. Alors que les socialistes renâclaient, s'enfermant dans un gauchisme bougon, les communistes multipliaient les avances auprès de la gauche "bourgeoise", indispensable ici au succès du Front populaire. De plus, les réussites électorales rendirent encore plus séduisante la formule du Front populaire.

2 - La poussée électorale

Dans le bouillonnement politique de 1934, le Parti communiste vit se dresser devant lui les signes avant-coureurs d'un succès dont personne ne soupçonnait alors qu'il serait durable.

Aux élections cantonales des 7 et 14 octobre 1934, le nombre des candidats du Parti fut sans précédent (dix-huit), et les électeurs suivirent le même mouvement, comme dans tout le pays. La sécheresse du coup prit tout le monde au dépourvu, sauf peut-être les intéressés : dans le second canton de Nice, Barel se hissa brusquement à 16,9 % des voix des inscrits (contre 3 % en 1932). Certes, les résultats restaient très inégaux, mais dans les campagnes, les communistes parvinrent en bonne position, à Roquebillière, Vence et surtout Cagnes. Dans l'immédiat, les réactions des adversaires restèrent discrètes. De tous les côtés on attendait, pour se prononcer, une confirmation de ce qui, quelques mois auparavant, était encore impensable.

Bien loin de marquer un ralentissement, les élections municipales dès 6 et 13 mai 1935 confirmèrent et amplifièrent parfois la poussée de 1934 ; le phénomène était nouveau (continuité des résultats d'une élection à l'autre), et le Parti communiste était bien en train de se constituer une solide base électorale. Il n'eut aucun élu à Nice, mais la liste dirigée par Barel s'y octroyait plus de 13 des voix des inscrits. Dans l'arrière-pays, Spéracèdes, Pégomas et Rigaud élirent des conseillers municipaux : le phénomène affectait tant les campagnes que les villes.

C - Les élections législatives de 1936

L'élection d'un ou de deux députés communistes dans les Alpes-Maritimes était désormais une éventualité des plus probables ; l'événement qui se préparait serait d'importance.

1 - La campagne électorale

Des 6 candidats communistes, le seul à pouvoir envisager sérieusement la victoire était Barel, dans la troisième circonscription de Nice, celle des quartiers populaires, du port, de la manufacture des tabacs, de l'usine Michel. Si l'extrême gauche devait triompher, c'était bien là ; aussi les socialistes s'abstinrent-ils de figurer, appelant à voter Barel dès le premier tour.

Beaucoup plus minces étaient les chances des communistes dans la première, deuxième et quatrième circonscriptions de Nice, et dans la première de Grasse : ici des notables bien installés (Baréty, Médecin), là une rude concurrence à gauche (Torrès, Jonas).

Il restait Cannes-Antibes : généralement donné vainqueur à quelques semaines du scrutin, le député Louis-Dreyfus, en se retirant brusquement, fut le responsable involontaire d'un imbroglio dont pouvait tirer parti le Front populaire, et en particulier le communiste, un quasi inconnu du nom de Pourtalet.

En" jouant à fond la carte de l'élection, le P.C. s'intégrait de fait au système politique en place, tout au moins sur le plan formel. Ce faisant, le Parti proposa un programme où les souhaits forcément émis par tous, au-delà des clivages politiques, venaient opportunément balancer les revendications d'inspiration "progressiste". De révolution, il n'était plus guère question.

Le ton de la campagne électorale fut violent et passionné. Le principal adversaire des communistes se désignait lui-même : l'Eclaireur crut peut-être qu'une argumentation sommaire et l'usage inlassable de l'invective suffiraient à venir à bout du spectre bolchevique, en quoi il se trompait. Bien plus avisés, les communistes placèrent leur campagne sous le signe de la lutte contre le "fascisme" et, sur le plan local, contre la fraude électorale, s'abstenant de toute intervention déplacée. Alliant une solide organisation à la base à l'utilisation de moyens de propagande modernes, ils rendirent criard le contraste entre leur campagne et celle de leurs adversaires.

2 - Les résultats

Le 26 avril, au soir du premier tour, le succès fut considérable pour le P.C., sorti du néant deux ans plus tôt et hissé, entre 1932 et 1936, de 3,7 % à 17,5 % des voix des inscrits dans le département. Avec 29,2 %, Barel multipliait par 10 les voix de 1932 ; à l'origine de cette vertigineuse poussée se trouvait l'écroulement du sortant, le "radical indépendant" P. Deudon ; la population ouvrière niçoise, surtout dans le deuxième canton, avait en masse voté Barel, délaissant les notables.

Ces derniers, néanmoins, ne furent guère menacés ailleurs. Les communistes Pruja et Robini ne purent empêcher Baréty et Médecin d'être réélus dès le premier tour, mais ils franchissaient la barre des 20 %, et leur succès était tout de même incontestable. Il l'était moins dans la 4e circonscription de Nice et dans la 1ère de Grasse. Dans la circonscription de Cannes-Antibes, les 12,7 % des voix obtenus par Pourtalet, résultat moyen comparé à ceux de Nice, permirent, contre toute attente, au communiste de se placer en tête du Front populaire, grâce à l'égalité des suffrages aussi bien à gauche qu'à droite. Vallauris et les communes de l'arrière-pays cannois permirent à l'horticulteur communiste de s'assurer un avantage mince mais suffisant sur le socialiste Garino.

Une semaine plus tard, le 2 mai 1936, Barel et Pourtalet accédèrent à la députation. Deux candidats élus, mais dans des conditions très différentes : si le succès du niçois n'était en rien redevable au hasard, celui du cannois devait beaucoup aux erreurs du camp opposé. Malgré la défection de 1100 électeurs de Deudon, et une petite avance de 343 voix sur le docteur Vidal-Revel, Barel était le député de la majorité. Paradoxalement, le succès de Pourtalet, en dépit de sa netteté (736 voix d'avance sur le colonel Thierry), n'est explicable que par des circonstances fortuites et, en particulier, par le maintien au second tour du maire démis du Cannet, Jean-Pierre. Pourtalet, en définitive, n'était probablement pas, dans cette circonscription, l'élu de la majorité, mais celui de la fraction la plus disciplinée de l'électorat.

3 - Les raisons du succès

Tout le monde s'accorde pour observer que la brutale ascension du P.C.F. émerge comme phénomène saillant dans ce scrutin local de 1936. En revanche, plus délicate s'avère la recherche des origines et facteurs de ce que l'on peut bien appeler un bouleversement,

imprévisible à la seule lecture des résultats des élections législatives antérieures. Pour aller à l'essentiel, nous sommes tentés de privilégier l'explication politique, même si les facteurs économiques, particulièrement évidents dans les campagnes, ont aussi leur importance.

Proposons le schéma suivant : la gauche existait, avant 1936, dans les Alpes-Maritimes ; son électorat, toujours appréciable depuis 1924, ralliait les candidatures de la mouvance radicale, dont l'apogée fut 1932. A partir de 1934, l'influence conjuguée de la crise économique et politique française, d'une forte présence italienne et de la peur du fascisme dans ce département limitrophe, fit basculer du côté communiste un électorat populaire de moins en moins tenté par la modération, fût-elle de tendance "progressiste". C'est, sans doute, faire peu de cas du "travail" antérieur du groupuscule de Barel, mais la clé du succès ne réside pas, pour nous, dans les efforts du P.C. : la vague vint à lui, et il n'eut qu'à s'empresse de la canaliser, avec un savoir-faire certain.

D - Le rayonnement du Parti communiste dans le département de 1936 à 1939

Nous avons choisi deux exemples pour illustrer le rayonnement qui fut celui du Parti communiste avant la guerre : son journal, et sa prise de contrôle des syndicats.

1 - Le Cri des travailleurs : de la feuille de combat à l'hebdomadaire "populaire" (8)

L'histoire de cet hebdomadaire est incontestablement celle d'une réussite, marquante dans l'histoire de la presse locale : en 1937, l'organe communiste, aux côtés de l'Eclaireur et du Petit Niçois, prenait place parmi les journaux les plus lus du département. Modeste (3000) a son lancement, le tirage augmenta rapidement puis s'emballa après les élections de 1936 pour atteindre, peut-être, les 20 000 exemplaires hebdomadaires dès juin. Certes, à la veille de la guerre, les lecteurs se firent moins nombreux, mais dans l'ensemble on pouvait parler de réussite : ce journal avait grandement contribué à la fixation d'une clientèle fidèle au Parti. Pour ce faire, il avait fallu abandonner la formule primitive ; dans la deuxième moitié de 1936, la feuille austère des débuts fut remplacée par un journal délibérément tourné vers tous les aspects de l'actualité locale, politique ou non, et, l'aisance financière aidant, agrémenté de nombreuses illustrations. Supplanter les quotidiens "bourgeois", tel était l'espoir sous-jacent des rédacteurs du Cri, même si leur hebdomadaire, depuis septembre 1936, sortait des rotatives du Petit Niçois, chacun estimant réaliser là une bonne affaire.

2 - Le pouvoir syndical

Il semble bien établi qu'en rien l'implantation du syndicalisme unitaire n'a contribué au succès communiste de 1936. En revanche, ce dernier aida décisivement les communistes à s'assurer une prépondérance durable à l'intérieur de la C.G.T. dans les Alpes-Maritimes.

A la fin de 1935, sur les 21 membres que comptait la commission administrative de la nouvelle union départementale C.G.T. réunifiée, 6 seulement étaient des ex-unitaires ; toujours favorable aux réformistes, le rapport des forces syndicales n'avait pas été profondément modifié par les premiers succès électoraux communistes. L'importance de l'élection de Barel et Pourtalet en mai 1936 n'en et que davantage mise en relief par la situation qui apparut trois semaines après : au sein du bureau de l'U.D., ex-unitaires et ex-confédérés se retrouvaient à égalité, et le secrétariat général passait des mains de Ferro à celles de Felce, l'un des artisans, depuis 1933, du rapprochement confédérés-unitaires.

Le retournement n'en était qu'à ses débuts ; il devint complet après la vague de grèves de juin 1936 et la "ruée syndicale" qui s'en suivit. De ces dernières, les communistes tirèrent grand bénéfice : parmi les 50 000 membres de l'Union départementale C.G.T. en 1937 (au lieu de 11 000 au début de 1936), la majeure partie se sentait proche du P.C.F.. Dernier acte, l'élection, en juillet 1937, du communiste Corbani au secrétariat général, pour douteuse qu'elle fût dans la forme, n'en était pas moins révélatrice de l'incontestable prépondérance des communistes au sein de l'organisation, dominateurs qu'ils étaient dans les corporations du bâtiment et de l'hôtellerie, les plus nombreuses.

Ainsi, progressivement soudée à son sommet au P.C., la C.G.T. n'était pas la seule organisation où se fit sentir l'influence de ce parti. Exemple parmi d'autres, les dirigeants de l'Union départementale des paysans-travailleurs et de l'Association touristique populaire, sans le déclarer ouvertement, prolongeaient efficacement l'action du Parti. On ne peut, cependant, s'arrêter là : le Parti communiste était certes devenu puissant, mais cette puissance comportait des limites.

E - Les limites de l'influence du Parti communiste 1 - Les déconvenues électorales

Déconvenue ne signifie pas forcément échec : les scrutins qui suivirent celui de 1936 furent loin d'être catastrophiques pour le Parti communiste ; il s'y renforça même parfois. Mais il n'y obtint aucun élu, et ne put que faire le compte de ses partisans, sans résultat immédiat.

En mars 1937, Pourtalet entendit profiter d'une élection partielle pour s'emparer de la mairie de Cannes, il échoua d'environ 850 voix au second tour, face au sortant Pierre Nouveau, dans un climat de violence rarement connu ici. Le député de la circonscription était battu à la fois par le regroupement des forces anticommunistes et les dissensions internes du Front populaire à Cannes.

Les 10 et 17 octobre 1937, à l'occasion des élections cantonales, les communistes éprouvèrent une nouvelle déception puisque aucun d'entre eux ne put pénétrer au Conseil général. Barel à Contes, Pourtalet à Cannes, échouèrent dès le premier tour ; à Nice, le Parti ne fit que se maintenir, dans beaucoup de cantons du haut pays, il perdit du terrain ; ce recul fut cependant compensé par les gains, parfois considérables, enregistrés dans l'ancien comté (l'Escarène, Contes, Sospel, Menton). Dans l'ensemble, les notables s'avéraient difficiles à déraciner.

L'élection législative partielle de la première circonscription de Nice, en mars 1939, confirma que le P.C.F. n'était pas à l'abri d'une rechute. Devancé par le futur vainqueur Jacques Bounin, Albert Robini perdit 3.7 % par rapport au premier tour de 1936. Il abandonnait des voix au radical, peut-être au P.C.F., sûrement à l'abstention. C'est qu'en 1939, le Parti communiste était en perte de vitesse.

2 - La vie intérieure (9)

Le mouvement des effectifs aussi bien que les difficultés de la direction locale témoignent de l'évolution connue par le Parti entre 1936 et 1939.

Revenons en 1936. Au début de cette année, la Région communiste comptait environ 1250 membres, et 2070 entre les deux tours des élections législatives. Au lendemain de celles-ci ce fut l'explosion, comme partout en France, et au mois de juillet 4895 adhérents étaient recensés ; à la fin de l'année, les 6000 furent atteints soit, de février à décembre, une augmentation de 480 % ! Ce gonflement démesuré fit vraisemblablement du P.C. le plus puissant des partis de militants du département. L'apogée (6200 membres) fut atteint en 1937, année d'une accalmie aisément concevable.

L'originalité des Alpes-Maritimes avait été un taux de croissance des effectifs nettement supérieur à la moyenne nationale. Cette singularité demeura en 1938-1939, mais en sens inverse, car la marée reflua dès le début de 1938 : 5800 membres en avril, 4700 en octobre. Il avait été impossible de retenir dans sa totalité une masse partiellement ou totalement déçue par la tournure des événements politiques et économiques, au moment où progressait l'anticommunisme.

La fraction des classes moyennes qui avait pu, peut-être, rallier le Parti en 1936, s'en était-elle rapidement écartée ? En tout cas, les désillusions de l'élément ouvrier pesèrent certainement et, à la veille de la guerre, il est possible que les effectifs soient tombés aux environs de 4000.

Parallèlement, une crise latente, puis ouverte, "déstabilisa" la direction régionale. Barel ne pouvait pas être à la fois député et secrétaire régional. En juin 1936 un de ses fidèles, J. Patetta, lui succéda à ce poste. Il ne s'y maintint que deux ans. A l'automne 1938, la baisse persistante des effectifs, la présence probable d'un agent de Mussolini dans les instances régionales, et la démission fracassante du Parti du maire de Vallauns, Chalmette, amenèrent le remplacement de Patetta par un permanent dépêché par Paris, P Maertens. Plusieurs dizaines de militants furent exclus dans les mois suivants. On peut penser qu'à la veille de la déclaration de guerre, l'image du Parti communiste dans les Alpes-Maritimes s'était dégradée par rapport à 1936. et que la conclusion du pacte germano-soviétique ne fit qu'accroître dans l'opinion un sentiment d'anticommunisme révélé par les dernières élections partielles.

De ce survol de 19 années de l'existence d'un parti politique, que peut-on conclure ? Le Parti communiste a réussi une gageure en s'imposant comme force électorale de premier plan dans un département jusque là hostile aux extrêmes. Il s'est taillé cette part grâce à un contexte national favorable et à des circonstances locales particulières, sur lesquels nous ne reviendrons pas. Mais il l'a, précisément, fait en amenuisant opportunément la dimension révolutionnaire de son discours.

On peut alors se poser une question : il y a, certes, eu succès, incontestable et même impressionnant par sa soudaineté, mais après ? En 1939, il était impossible de dire si le Parti allait continuer à progresser ; quant à l'efficacité de l'action des deux députés, elle était très relative, et le programme régional de 1936 ne fut pratiquement pas appliqué. Certes, nous savons que la guerre, et surtout la Résistance, donnèrent un coup de pouce décisif aux communistes, dans ce département comme ailleurs, dans les années suivantes. Mais c'est là une anticipation inutile pour la claire compréhension de la période que nous avons étudiée. En 1939, dans les Alpes-Maritimes, le Parti communiste n'était politiquement qu'un kyste, et s'il avait quelque peu endolori une majorité modérée, dérangée dans ses vieilles habitudes, il ne l'entravait nullement dans sa paisible gestion de la politique départementale, car, somme toute, le Parti demeurait nettement minoritaire. Ce serait faire preuve d'hémiplégie politique, et historique, que de l'oublier.

NOTES

(1) La rédaction de notre mémoire de maîtrise, "Le P.C. dans les Alpes-Maritimes de 1920 à 1939" (Nice, 1983), s'est appuyée principalement sur la consultation de ces rapports et sur celle de la presse locale.

(2) Rapport du préfet au ministre de l'Intérieur, 13/9/1924. Archives départementales des Alpes-Maritimes, fonds du cabinet du préfet.

(3) Rapport du commissaire spécial de Cannes au préfet, 14/5/1925. Id.

(4) Rapport du commissaire spécial de Nice au préfet, 25/4/1928. Id.

(5) Id. 24/12/1929.

(6) Expression d'Annie Kriegel.

(7) Rapport du commissaire spécial de Nice au préfet, 11/2/1930. Id.

(8) Les indications chiffrées contenues dans ce paragraphe sont tirées du Cri des travailleurs.

(9) Id

RECTIFICATIF

Dans l'article de M. Jean-Louis PANICACCI, *Les Juifs et la question juive de 1939 à 1945 dans les Alpes-Maritimes (Recherches régionales, 1983, n° 4)* il a été mentionné par erreur que René et Lucien MEFFRE étaient israélites.

VIENT DE PARAÎTRE

Sophia Antipolis. A la conquête de l'an 2000
par Robert FOUICH

L'histoire du parc d'activités scientifiques, industrielles et tertiaires de pointe de Valbonne-Sophia-Antipolis par celui qui fut le directeur du Symival (syndicat mixte regroupant le département, les communes intéressées et la chambre de commerce) de 1975 à 1983.

En vente aux éditions Ciais (4 rue d'Estienne d'Orves 06000 Nice).